

UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Économie, de Gestion et de Sociologie

(Domaine : Sciences de la Société)

Département Économie

(Mention Économie)

.....

Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Maîtrise en  
Sciences Économiques

Option : MACROÉCONOMIE ET MODÉLISATION

# **ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT**

Par : Mademoiselle ANDRIMILISOA Miarintsoa Joséa

Encadreur : Madame RANDRIAMANAMPISOA Holimalala (Docteur)

Promotion : FANDRESENA

Date de dépôt : janvier 2017

Date de soutenance : 20 janvier 2017

AU : 2015/2016

## REMERCIEMENTS

Pour la réalisation de ce travail, nous ne saurions omettre ici la contribution précieuse et déterminante de plusieurs personnes sans lesquelles nos études de Maîtrise es-Sciences économiques n'auraient pas été effectuées favorablement, et notre présent mémoire n'aurait pas été mené à son terme. Nous tenons ainsi à remercier particulièrement :

- Monsieur le Chef du département Économie ;
- Monsieur le responsable de la quatrième année ;
- Notre encadreur, Docteur RANDRIAMANAMPISOA Holimalala pour toute son aide, ses précieux conseils et son temps, dans l'élaboration de ce mémoire ;
- Nos professeurs dans les différentes matières ainsi que les responsables administratifs du département et de l'établissement ;
- Notre famille, surtout notre mère, qui nous a soutenues moralement et financièrement.
- La promotion FANDRESENA.

Nous remercions également toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

## SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
PARTIE 1 : Cadres théoriques et concepts sur l'éducation et la relation éducation-développement	
Chapitre 1 : L'éducation : état des lieux.....	3
Chapitre 2 : Approche théorique du développement.....	9
Chapitre 3 : La relation entre éducation, croissance économique et développement...	16
PARTIE 2 : Éducation et développement : Cas de Madagascar	
Chapitre 1 : Les réalités de l'éducation de Madagascar.....	25
Chapitre 2 : Les politiques éducatives mises en œuvre par l'État malgache.....	35
Chapitre 3 : Les apports de l'éducation au développement du pays.....	43
CONCLUSION.....	50

## SIGLES ET ACRONYMES

BM : Banque Mondiale

CAP : Certificat d'Aptitude Professionnelle

CEG : Collège d'Enseignement Général

CFP : Centre de Formation Professionnelle

CISCO : Circonscription Scolaire

DGEFA : Direction Générale de l'Éducation Fondamentale et de l'Alphabétisation

DSRP : Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté

EPM : Enquête Périodique auprès des Ménages

EPT : Éducation Pour Tous

FRAM : Fikambanan'ny Ray aman-dRenin'ny Mpianatra

IDH : Indicateur de Développement Humain

IDE : Investissement Direct Étranger

INFP : Institut National de Formation Pédagogique

INSTAT : Institut National de la Statistique

IPC : Indice de Pénurie de Capacité

IST : Institut Supérieur de Technologie

LMD : Licence Master Doctorat

LTP : Lycée Technique Professionnelle

MAP : Madagascar Action Plan

MEN : Ministère de l'Éducation Nationale

MENRS : Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique

MESUPRES : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

MFTP : Ministère de la Formation Technique et Professionnelle

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

PED : Pays En Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

PND : Plan National du Développement

PNB : Produit National Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

RNDH : Rapport National sur le Développement Humain

SPU : Scolarisation Primaire Universelle

TNS : Taux Net de Scolarisation

UNESCO : Organisation des Nations-Unis pour l'Éducation, la science et la culture

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance

USD : United State Dollar

ZFI : Zone Franche Industrielle

## LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

<b>Tableau 1:</b> PIB, budget de l'État et budget de l'éducation (dépenses réalisées 2003-2007).....	28
<b>Tableau 2 :</b> Évolution de la structure des dépenses de l'éducation par niveau d'enseignement (en %).....	30
<b>Tableau 3:</b> Répartition des étudiants par université, filières académiques et professionnalisant 2009-2010.....	32
<b>Tableau 4 :</b> Distribution de la population malgache selon le niveau d'instruction par groupe socio-économique du chef de ménage (en %).....	33
<b>Tableau 5 :</b> Redoublement scolaire tous niveaux confondus selon le quintile cas de Madagascar.....	34
<b>Tableau 6 :</b> Les objectifs en termes d'éducation du PND.....	39
<b>Tableau 7 :</b> Composantes de l'IDH de 2003 à 2012.....	43
<b>Tableau 8 :</b> Revenus salariaux annuels moyens, selon le genre et selon le niveau d'instruction.....	47
<b>Tableau 9 :</b> Évolution de la population, nombre d'admis au baccalauréat et l'IDH de Madagascar entre 2003-2013.....	48
<b>Graphique 1 :</b> Cercle vicieux de la pauvreté selon Nurkse.....	12

## INTRODUCTION

Le développement humain est le but ultime de toutes les activités économiques réalisées que ce soit dans les pays développés ou dans les PED. Il est une fin dont la croissance économique est le moyen, selon le rapport mondial sur le développement humain publié par le PNUD.

En ce qui concerne particulièrement les PED, la valorisation du capital humain s'avère importante pour relever le niveau de vie de la population et lutter contre la pauvreté pour ensuite favoriser la croissance économique ainsi que le développement. Il est important donc que les gens investissent dans leurs propres potentialités et dans celles de leurs enfants, puisqu'une des conditions pour trouver un développement est l'investissement en capital humain. De plus, un individu ne sera pas en mesure de produire et ne sera pas bien rémunéré s'il n'a pas les qualités requises par le marché du travail. Ces dernières impliquent la nécessité de l'éducation et des différentes formations de l'individu.

L'éducation est au centre de toute évolution de la capacité humaine. Plusieurs auteurs ont présentés différentes théories qui montrent l'importance de l'éducation ainsi que les effets d'entraînement qu'elle apporte. La place de l'éducation dans la pensée économique nous permet de distinguer trois temps :

Tout d'abord, l'éducation commence à intéresser les économistes classiques, mais ce n'est pas pour son impact direct sur les performances économiques. Les classiques s'intéressent sur les rôles politico-sociaux de l'éducation. L'éducation contribue à la croissance en étant un facteur de paix civile et de contrôle des populations. Ils considèrent également l'éducation comme outil pour réduire le zèle religieux et les idées dogmatiques, qui pourraient nuire à l'épanouissement de la nouvelle société basée sur les lois du marché. Ce qui est important est donc la discipline de la main d'œuvre plus que sa qualification.

Ensuite, de la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle aux années soixante-dix, le thème de l'éducation devient centrale dans la réflexion économique. L'éducation est désormais reconnue comme un facteur de développement économique à part entière. Pour Alfred Marshall, par exemple, l'éducation est un investissement de base. Sur le plan de la théorie économique, c'est Gary Becker, qui va populariser le thème de

l'éducation à travers la théorie du capital humain qui met en avant le rôle fondamental de la formation dans le processus de croissance économique.

Et actuellement, l'intime conviction du PNUD et de l'UNESCO est qu'il ne peut y avoir de véritable développement sans système éducatif efficace. La place de l'éducation dans la croissance économique est très importante car elle renforce les capacités humaine et institutionnelle. Nous savons que la croissance de la production est due à la combinaison de plusieurs facteurs, mais les plus importants sont le capital et le travail. Cependant, les travailleurs non qualifiés qui sont à faible productivité – travailleurs à bas niveau d'instruction et peu compétents – même s'ils sont nombreux, n'ont pas de rentabilité. Alors les rôles de l'éducation sont indispensables pour augmenter la productivité du travail et pour assurer la croissance et le développement économiques.

Pour ces raisons, nous sommes convaincus d'insister sur les recherches dans les relations entre l'éducation et le développement économique, ainsi nous avons choisi comme titre de ce travail « **Éducation et développement** ». Le problème qui nous intéresse et que nous essaierons de traiter tout au long de notre mémoire sera : « *Dans quelles mesures l'éducation contribue-t-elle au développement d'un pays ?* »

Afin de répondre à cette question, le plan de notre travail se divise en deux grandes parties à savoir en première partie les cadres théoriques et concepts sur l'éducation et la relation éducation-développement dans laquelle nous allons mettre l'accent sur trois points principaux, tout d'abord les généralités sur l'éducation, ensuite l'approche théorique du développement et enfin la relation entre éducation, croissance économique et développement.

La deuxième partie sera consacrée à une analyse du cas de Madagascar et sera également divisée en trois chapitres tels que les réalités de l'éducation de Madagascar, l'analyse des politiques éducatives mises en œuvre par l'État malgache et les apports de l'éducation au développement du pays.

**Partie I :**

**CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTS  
SUR L'ÉDUCATION ET LA RELATION  
ÉDUCATION-DÉVELOPPEMENT**

# Chapitre 1 : L'éducation : État des lieux

## Section 1 : Les diverses approches de l'éducation

Le but de cette première section est de comprendre les approches de quelques auteurs généralement classiques concernant l'éducation. Alors, nous allons considérer le courant libéral et le courant marxiste.

### 1.1. Courant libéral

Pour comprendre la vision libérale de l'éducation, nous pensons qu'il est pertinent de savoir l'approche de différents auteurs. Ainsi nous avons choisi celle des trois économistes suivants :

#### ❖ Adam Smith

Adam Smith, considéré comme le père fondateur de la science économique exprime son approche sur l'éducation à partir du passage suivant : « *Un homme qui a dépensé beaucoup de temps pour se rendre propre à une profession qui demande habilité et expériences peut être comparé à une de ces dispendieuses machines...* »<sup>1</sup>, il fait donc une comparaison entre la formation du capital technique et l'instruction des hommes.

#### ❖ Stuart Mill

Stuart Mill met surtout l'accent sur les rôles de l'éducation : « *Pour arriver, donc, à changer les habitudes es travailleurs, ..., une éducation nationale efficace des enfants de la classe laborieuse est la première chose nécessaire. On peut affirmer sans hésitation que le but de toute formation intellectuelle pour la masse des gens devrait être de cultiver le bon sens ; de les rendre aptes à formuler un jugement sain et pratique des circonstances qui les entourent. Tout ce que l'on peut surajouter à cela dans le domaine intellectuel est surtout décoratif...* »<sup>2</sup>

Il considère surtout que l'instruction devrait élever le niveau social et diminuer la population.

---

<sup>1</sup> SMITH A., (1776), « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations », Edition flammarion, Traduction française.

<sup>2</sup> VAIZEY John, (1964), « Économie de l'éducation », Les éditions ouvrières, Paris, p.19

### ❖ Théodore Schultz

Schultz quant à lui, souligne dans sa définition le rôle économique de l'éducation, celui de former de la main d'œuvre. *«L'éducation est considérée comme un paramètre qui définit la mesure, le poids et l'importance de la ressource humaine dans le processus de production<sup>3</sup> ».*

Effectivement, sans main d'œuvre qualifiées et techniques, le capital physique serait gaspillé.

## **1.2. Courant marxiste**

Pour Marx, l'éducation est une partie très importante de l'édifice social qui est décliné par les contradictions inhérentes au système capitaliste. Il qualifie le capitalisme comme une accumulation d'habileté, une accumulation de capital et une misère grandissante.

Dans une société socialiste, la fonction d'éducation sera de surmonter l'aliénation du travailleur à partir de différents moyens, elle devra lui rendre sa dignité humaine tout en lui conservant sa qualité de producteur.

Il souligne aussi l'importance théorique de l'éducation qui est plutôt éclipsée par l'urgence pratique de former les gens en nombre suffisant, *« Il faut utiliser l'éducation comme force d'intégration. Le travail qualifié se différencie du travail simple par des frais de formation plus élevés. Le travail est non seulement le fondement de la valeur, mais aussi un acte essentiellement humain qui met en jeu toutes les facultés de l'homme et par lesquelles il modifie sa propre nature<sup>4</sup> ».* Donc selon lui, le capital humain est produit par l'individu grâce à l'éducation.

## **Section 2 : Les différentes formes d'éducation :**

L'éducation dans une définition plus élargie indique la façon dont les personnes acquièrent des connaissances. Cette acquisition de connaissances peut se présenter sous différentes formes mais nous allons en énumérer deux à savoir l'éducation formelle et l'éducation informelle.

---

<sup>3</sup> SCHULTZ T., (1959), « Invest in human capital: an economist's view », The social service view XXII.

<sup>4</sup> MARX Karl., (1867), « Le capital ». Editions sociales, Paris.

## 2.1. L'éducation formelle :

C'est un système éducatif hiérarchiquement nivelé. Elle va du primaire à l'université, en prenant en compte une variété de programmes spécialisés et d'institutions s'occupant à plein temps de la formation générale, technique et professionnelle. C'est donc l'éducation qui se déroule durant la période de scolarité obligatoire. Elle se réfère à l'instruction donnée dans les structures formalisées comme les écoles et les universités.

Selon l'UNESCO, l'éducation formelle c'est « *le système éducatif avec ses structures hiérarchiques et une succession chronologique d'étapes allant de l'école primaire à l'université et qui englobe toutes les études théoriques de caractère général, divers programmes spécialisés ainsi que des établissements dispensant une formation professionnelle et technique à temps complet* » (UNESCO, 1964).

Néanmoins, André PAGE considère comme « formelle », l'aspect volontaire de cette formation en affirmant que « *l'éducation formelle se réfère à toute activité délibérée de formation visant au développement des facultés intellectuelles et à l'acquisition de connaissances générales et spécialisées y compris celles conduisant à l'obtention d'une compétence professionnelle*<sup>5</sup> ». Mais cette définition fait l'objet d'un paradoxe dans le cas où les enfants surtout ceux des préscolaires vont à l'école contre leur gré mais suivant celle de leurs parents. Cette éducation est tout de même qualifiée de formelle, c'est l'aspect systémique qui compte. L'école qu'ils fréquentent fait partie du système éducatif.

## 2.2. L'éducation informelle :

L'éducation informelle, quant à elle, implique des divers types d'apprentissage pendant les occupations quotidiennes. Elle se déroule en dehors de l'école. Par exemple, les jeunes enfants apprennent de nouveaux mots simplement en entendant parler d'autres et en essayant de se parler.

Selon l'UNESCO, l'éducation est « informelle » quand « *l'expérience de chaque jour ; les influences et ressources éducatives du milieu, à savoir la famille, le voisinage, le lieu de travail et de loisir, le marché, la bibliothèque et les grands moyens d'information permettent à chaque individu d'acquérir des moyens de penser, un système de valeur, des connaissances et des compétences techniques* ». (UNESCO 1964)

---

<sup>5</sup> PAGE A. « L'économie de l'éducation », Presse universitaire de France, Boulevard St-Germain, Paris

### **Section 3 : L'économie de l'éducation**

L'économie de l'éducation s'effectue sur plusieurs angles : l'analyse des dépenses, la mesure des coûts, l'évaluation de l'efficacité et la question du financement. Ce présent paragraphe va porter sur ces différents points pour ensuite estimer sa rentabilité du point de vue des demandeurs ainsi que des offreurs.

#### **3.1. La demande individuelle d'éducation :**

Le concept de demande en économie renvoie à un lien entre les quantités demandées de biens et les goûts et préférences des individus ou du groupe sous une contrainte budgétaire dépendant des prix des biens et des revenus, pourvus par les consommateurs.

De même, cette notion de demande trouve sa place en éducation. En effet, l'éducation qui est un bien non seulement économique mais aussi publique est demandée en fonction des préférences et des revenus des demandeurs qui sont principalement les ménages et les individus. Ces derniers grâce à leur rationalité sont maîtres de leur avenir et décident ainsi de poursuivre leurs études scolaires et universitaires en considérant le rendement de leur investissement dans cette éducation.

##### 3.1.1. Les coûts de l'éducation :

Les coûts de l'éducation sont constitués des dépenses publiques et des dépenses privées, c'est-à-dire les frais d'éducation des élèves ne relèvent pas seulement de leurs propres moyens mais aussi de la contribution de l'État par son intervention en matière de financement.

D'après PHILLIPS H. M., « *les dépenses privées sont déterminées par la structure des dépenses des particuliers et les organismes non gouvernementaux intéressés. Les dépenses publiques sont déterminées par des crédits budgétaires de caractère central ou local*<sup>6</sup> »

#### **❖ Les dépenses publiques en éducation :**

Ce sont les dépenses inscrites dans la Loi des Finances au titre de l'éducation. Elles sont engagées par le MEN, le MESUPRES et le MFTP. En fait l'État débourse une somme colossale pour les salaires versés aux enseignants, la construction et l'entretien des établissements d'enseignement public ainsi que leur fonctionnement. À

---

<sup>6</sup> PHILLIPS H.M. « L'enseignement considéré comme une des bases du développement économique », conférence d'États Africains, Addis-Abeba. UNESCO

cela s'ajoute les fournitures scolaires et les manuels, les frais d'administration et les dépenses de cantines surtout pour les PED.

*« Les coûts de l'éducation à la charge du secteur public comprennent les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement (les coûts directs de la rémunération des enseignants, de la construction de bâtiments scolaires, de l'achat de manuels, etc.), les transferts aux entités privées (les subventions et autres allocations versées aux ménages et à d'autres entités privées, par exemple pour financer l'offre de formation sur le lieu de travail) et les pertes fiscales dues au manque à gagner des étudiants <sup>7</sup> ».*

### ❖ Les dépenses privées d'éducation :

Elles sont constituées par les sommes que les familles dépensent pour leurs propres enfants. On peut citer à ce propos les droits d'inscription, les frais d'études, les dépenses de transport et de cantine pour ceux qui vivent loin de leur établissement, les fournitures scolaires, etc.

En outre, il est également considéré comme coût à titre privé de l'éducation, le manque à gagner par l'étudiant. En effet, quand un étudiant décide de poursuivre ses études, il renonce en quelque sorte au revenu qu'il aurait pu toucher s'il avait intégré le marché du travail. Bien que ce manque à gagner soit difficile à évaluer, il constitue une des grandes raisons qui poussent les individus à prolonger ou non leurs études.

#### 3.1.2. La rentabilité de l'éducation du côté du demandeur :

En tenant compte des différents coûts cités ci-dessus, les études sont rentables pour celui qui les poursuit si la somme de ces coûts est inférieure à la somme des bénéfices retirés de l'éducation. Pour le demandeur individuel, il s'agit de la somme des salaires qu'il perçoit durant toute sa vie sur l'emploi qu'il tire de l'application de ses connaissances sur sa vie quotidienne : un individu instruit sait épargner, prévoir, calculer, etc. il répond aux problèmes journaliers.

### 3.2. L'offre d'éducation :

L'offre d'éducation renvoie aux capacités institutionnelles, aux moyens humains et matériels offerts et à leur répartition quantitative et qualitative sur le

---

<sup>7</sup> OCDE (2008), « Regard sur l'éducation »

territoire national et entre les différents groupes sociaux. Ce qui nous amène à considérer les critères considérés pour une offre d'éducation.

### 3.2.1. Les critères de l'offre d'éducation :

L'offre d'éducation, selon un projet de communication de Lemelin, Université de Montréal en 1988, doit répondre aux trois questions de base suivantes :

-*Combien produire ?* Ou bien, faut-il investir davantage ou non ? Quel type d'enseignement favoriser ? Doit-on s'intéresser plus à la quantité ou à la qualité ?

-*Comment produire ?* Quels sont les déterminants de l'apprentissage et de la réussite scolaire ? Existe-t-il des possibilités de substitution entre les divers facteurs ? La production est-elle obtenue au moindre coût ? L'organisation et les incitations en place mènent-elles à l'efficacité ?

-*Pour qui produire ?* Qui profite le plus directement de l'activité ? Comment s'effectue le financement et la répartition de la charge ? Quel est l'effet de l'éducation sur la répartition du bien-être ?

Poser ces questions s'avère nécessaire puisque l'éducation est considérée comme toute activité économique. Le postulat établit donc une relation entre les moyens dont sont dotées les écoles et les résultats que les élèves présentent, cette relation est appelée aussi « fonction de production éducative <sup>8</sup>».

### 3.2.2. La rentabilité de l'éducation pour l'offreur :

En considérant l'État comme offreur, le budget qu'il alloue au secteur de l'éducation que ce soit pour le fonctionnement ou pour les investissements est récompensé si l'éducation est efficace et qu'elle produit un grand nombre de diplômés qui vont œuvrer pour le développement économique à travers leur production, et également par le biais des ressources fiscales prélevées sur leurs activités.

---

<sup>8</sup> GRAVOT P. « L'économie de l'éducation », Economica Paris : le développement à l'œuvre

## Chapitre 2 : Approche théorique du développement

L'évolution historique et intellectuelle de la pensée académique du développement s'explore en passant d'abord par les théories traditionnelles du développement et ensuite les approches contemporaines du développement et du sous-développement, mais avant tout, il est bon de savoir le concept du développement.

### Section 1: Le concept du développement

Le développement est une notion aussi bien quantitative que qualitative. Quand on veut le définir, il faut considérer différents domaines.

D'une manière générale, le développement correspond non seulement à une augmentation du pouvoir d'achat mais aussi à des transformations structurelles de l'économie comme l'industrialisation, la scolarisation élevée, l'urbanisation ou la salarisation. Le développement est une transformation de la société dans toutes ses dimensions : accumulation de biens matériels évidemment mais aussi changement physique et intellectuels des hommes, multiplication de leurs nombres. Contrairement à la croissance, le développement est une notion qui n'est pas uniquement économique ; il suppose des progrès dans d'autres domaines comme la démographie et les conditions sociales<sup>9</sup>.

Selon François PERROUX<sup>10</sup> : « *Le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître cumulativement son produit réel* ». Croissance et développement sont deux notions indépendantes : La croissance est une condition nécessaire mais pas suffisante du développement qui à son tour favorise la croissance. Toutefois, une croissance déséquilibrée, dont les gains sont mal répartis ne conduit pas au développement.

L'accumulation des biens matériels est bien entendu le signe le plus évident du développement économique. L'accroissement du revenu national et le pouvoir d'achat individuel permet à toute la population de s'entourer de ces choses élémentaires qui font la vie courante.

---

<sup>9</sup> MONTOUSSE Marc-CHAMBLAY Dominique, « 100 fiches pour comprendre les sciences économiques », Bréal, 1998, p.226

<sup>10</sup> PERROUX François, « Pour une philosophie du nouveau développement », Paris, Aubier : Presses de l'UNESCO, 1981, P.279

- Le changement physique :

La femme aujourd'hui ne ressemble plus à celle du 18<sup>ème</sup> siècle. Mode de vie, hygiène, nourriture, rythme de travail façonnent le corps.

- Le changement intellectuel :

Les critères de changement ne sont ni aussi simple ni de la même nature que ceux du corps. C'est moins sur l'individu que sur l'humanité toute entière que le bouleversement apparaît. On évalue la population mondiale actuelle à un peu plus de sept milliards d'individus dont 4/5 sait lire et écrire. La proportion était de 1/3 en 1950 et de moins de 1/50 en 1850.

## **Section 2: Les théories traditionnelles du développement : le changement économique**

La littérature d'après-guerre sur le développement économique a été dominée par trois grands courants de pensées qui se focalisent sur la croissance économique : la théorie des étapes de la croissance, la théorie du changement structurel et la théorie de la dépendance internationale.

### **2.1. Les étapes de la croissance de ROSTOW :**

Rostow propose un schéma du développement en disant que le développement est une succession de cinq étapes dans un processus historique linéaire et universel. Le sous-développement n'est qu'un retard c'est-à-dire les PED aujourd'hui sont le passé des pays développés et ces derniers sont leur avenir. Ces cinq étapes sont les suivantes<sup>11</sup> :

1<sup>ère</sup> étape : Société traditionnelle rurale et agricole : productivité très faibles et techniques rudimentaires, dépenses de survie<sup>12</sup>, mentalité qui n'envisage pas le changement.

2<sup>ème</sup> étape : Les préalables au développement : développement des échanges et des techniques, évolution des mentalités, augmentation du taux d'épargne.

3<sup>ème</sup> étape : Le démarrage ou le « Take-off » : une étape très importante où la société franchit des obstacles et établit une hausse de l'épargne et des investissements.

4<sup>ème</sup> étape : La marche vers la maturité : diffusion de l'innovation et diversification de la production.

---

<sup>11</sup> ROSTOW W. W., (1916), « Les étapes de la croissance économique », Edition du seuil, Collection points essais.

<sup>12</sup> L'épargne et l'investissement sont nuls.

5<sup>ème</sup> étape : Ère de la consommation de masse : orientation vers la production de biens de consommation et de services.

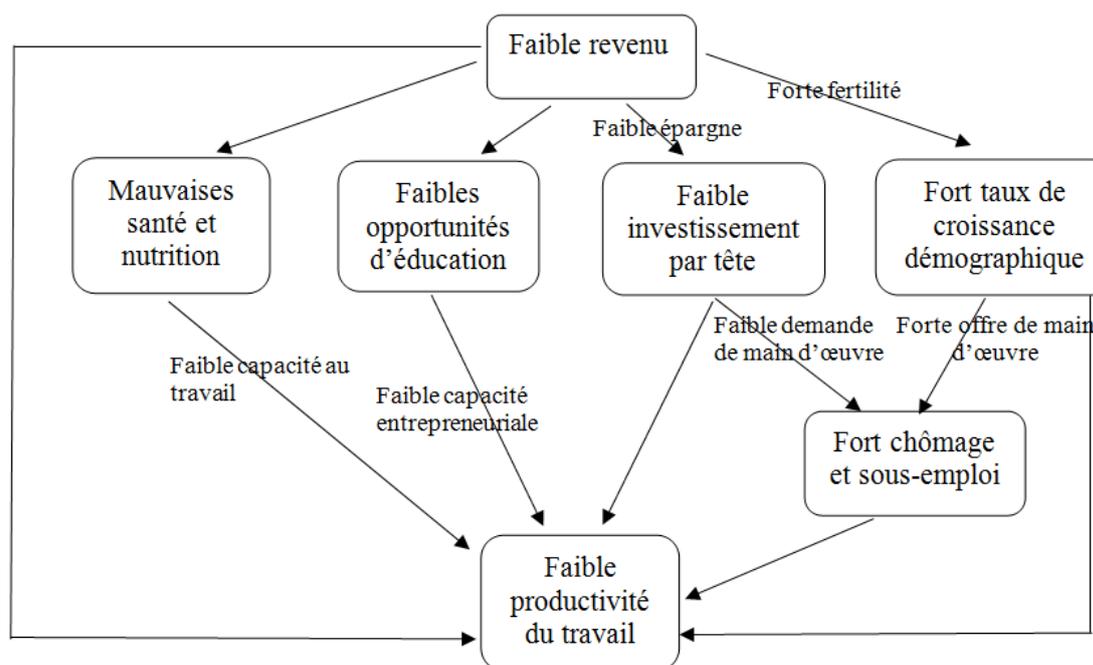
Pour Rostow, toutes les sociétés peuvent être rangées dans une de ces cinq catégories et elles doivent suivre cet itinéraire.

## 2.2. La théorie du changement structurel :

### 2.2.1. Cercles vicieux de NURSKÉ (1953)

NURSKÉ<sup>13</sup> est le promoteur de l'analyse en termes de cercles vicieux de la pauvreté et du sous-développement. Il dit que la faiblesse de l'épargne empêche le développement endogène en l'absence d'aide extérieure, d'où la nécessité de financement extérieur au stade préalable de démarrage de Rostow.

**Graphique n°1** : Le cercle vicieux de la pauvreté selon Nurkse :



Source: CUDEVILLE & PONCET, 2011

Il préconise alors à un recours aux capitaux étrangers qui va autoriser un accroissement du stock de capital, de la productivité, des revenus et par la suite de la demande. Tout en identifiant clairement les mécanismes de perpétuation de la pauvreté.

<sup>13</sup> Cudeville E. & Poncet S., (2011), « Les théories du développement », De Boeck

### 2.2.2. Modèle de LEWIS (1954)

Lewis est l'un des pionniers de l'économie du développement, économiste britannique. Un des premiers modèles théoriques de développement centré sur la transformation structurelle d'une économie de subsistance pour lequel Lewis a reçu le prix Nobel en 1979. Le modèle dual de Lewis est devenu la théorie générale du processus de développement dans les pays du tiers-monde sur la période 1960(Deubeli, 2008). Le dualisme est une des caractéristiques des pays en voie de développement.

Dans le modèle de Lewis, l'économie sous-développée est caractérisée par l'existence de deux secteurs : un secteur traditionnel et un secteur moderne. Dans le secteur traditionnel, il y a forte intensité de main d'œuvre, l'offre de main d'œuvre est illimitée, le salaire est très bas et en plus, l'absence de technologie dans le milieu rural ; d'où la nécessité de transfert de main d'œuvre rural vers la ville. Pour Lewis, le surplus de main d'œuvre doit quitter la campagne vers la ville. Dans le secteur moderne ou dans l'industrie, la productivité est encore croissante. Le capitaliste a des besoins en main d'œuvre afin de produire plus de quantité, et de dégager de profit.

Le cœur de la structure de développement économique du modèle de Lewis est le mouvement du travail du secteur traditionnel au secteur moderne.

Pour les pays en développement, qui veulent se développer, la solution est simple ; il suffit de transférer le surplus de main d'œuvre du secteur traditionnel dans le secteur moderne où la productivité est croissante, afin de dégager des taux de profits croissants et donc, un taux d'épargne suffisamment important pour lancer le processus d'industrialisation (Deubeli, 2008).

Mais, quand on vient en ville, on n'a pas la capacité nécessaire pour travailler dans l'industrie. Et on ne maîtrise pas non plus l'information dans l'entreprise. Nous savons que les entrepreneurs cherchent toujours un maximum de profit ; pour cette raison, ils n'embauchent des gens qui n'ont pas de capacité ou d'expérience. La conséquence, le capitaliste va recruter une personne à bas coût ;

Plus précisément, ce modèle dualisme de Lewis présente des limites, le secteur moderne a une capacité d'embauche mais leur recrutement n'est pas garanti, d'où l'explosion du secteur informel.

### 2.2.3. Modèle de développement de CHENERY (1979)

Le modèle le plus connu est celui de Chenery<sup>14</sup>, basé sur un travail empirique qui examine un grand nombre de trajectoires de développement de PED sur la période d'après-guerre. Son travail sur les séries chronologiques et les séries transversales des pays à niveau de capital par tête différents, conduit à identifier un certain nombre de caractéristiques communes au processus de développement, parmi lesquelles :

- Le passage de la production agricole à la production industrielle
- Accumulation continue de capital physique et humain
- Modification de la structure de la demande des biens de base et de première nécessité au profit des biens manufacturés diversifiés et des services.
- Déclin de la taille de la famille et de la croissance de la population, au fur et à mesure que les enfants perdent leur valeur économique et que les parents substituent de la qualité d'éducation, par exemple, à la quantité, avec une population qui commence par croître puis décroît dans le processus de développement.

Mais comme toute approche, elle a aussi ses limites. Cela implique des faits concluants comme le fait que le développement est un processus identifiable de croissance et de transformation dont les caractéristiques principales sont similaires entre pays. Pourtant, le modèle reconnaît que des différences peuvent apparaître entre pays dans le rythme et la trajectoire de développement, en fonction des circonstances qui leur sont propres.

Et d'après Cudeville et Poncet <sup>15</sup>, « L'observation de la baisse de la force de travail dans l'agriculture dans le temps, on conduit à négliger ce secteur vital comme nous verrons, c'est l'inverse qu'il aurait fallu faire. Partiellement, en observant le rôle de l'éducation secondaire dans les PI, les décideurs peuvent être enclins à insister sur développement d'un système universitaire avant que l'essentiel de la population soit alphabétisé, une politique qui a conduit à de très fortes inégalités. »

### **2.3. La théorie de la dépendance :**

C'est une théorie influencée par la théorie marxiste en évoquant la domination de la périphérie par le centre. Le raisonnement se fonde à travers le capitaliste

---

<sup>14</sup>Cudeville E. & Poncet S., (2011), « *Les théories du développement* », De Boeck.

<sup>15</sup> ibid

mondial, et repose sur les rapports centre-périphéries. L'insertion dans l'économie mondiale est à l'origine du sous-développement des pays dits périphériques du fait de la domination des pays du centre, ce qui rend difficile, voire impossible toute tentative de développement (Amin, 1986).

Amin S. dans son ouvrage « La déconnexion » paru en 1986, propose une alternative aux pays dits périphériques. Le problème est d'envisager un développement autocentré de l'économie des pays périphériques qui est extravertie. Et c'est dans cette optique qu'il faut comprendre sa théorie de la déconnexion.

### **Section 3 : Les approches contemporaines du développement**

#### **3.1. Indice de développement :**

La Banque Mondiale ou BM<sup>16</sup> et le PNUD ont des manières pour classer les pays du monde. Ces institutions préconisent chacun leur indice de développement. La différence se situe sur les variables considérées pour calculer la place d'un pays au niveau du développement.

##### 3.1.1. La Banque Mondiale :

La Banque Mondiale opère chaque année une classification des pays selon le niveau de PIB ou de PNB par habitant. La Banque Mondiale intègre un indicateur monétaire.

En 2009, la Banque Mondiale publie des tranches de revenu où les pays peuvent se classer économiquement en termes de développement sur la base du revenu<sup>17</sup>. Ainsi, les classements se présentent comme suit :

- Pays à faible revenu : avec un revenu national brut par habitant inférieur ou égale à 975 dollars
- Pays à revenu moyen bas : avec un revenu national brut compris entre 865 et 978 dollars
- Pays à revenu moyen haut : avec un revenu national brut compris entre 3866 et 11905 dollars
- Pays à revenu élevé : avec un revenu national brut supérieur ou égal à 11906 dollars.

---

<sup>16</sup> La Banque Mondiale est un organisme des Nations Unies créée en 1944 pour assurer le financement de la reconstruction de l'Europe. La BM est désormais spécialisée dans le financement des PED

<sup>17</sup> <http://data.worldbank.org>, visite le 20 septembre 2016

La BM considère à partir de ces classements susmentionnés que les PED sont réunis dans les trois premiers groupes alors que les pays développés figurent dans le groupe des pays à revenu élevé.

### 3.1.2. Le programme des Nations Unies pour le Développement avec le fameux IDH :

En contestant l'indicateur de la BM, le PNUD<sup>18</sup> considère que ce dernier est très réducteur et n'inclus pas tous les aspects de la vie d'une personne. Alors, dans les années 1990 le PNUD a proposé un indicateur synthétique de développement humain appelé IDH<sup>19</sup>.

Au départ, l'IDH s'analysait en trois dimensions : la longévité, le savoir et le niveau de vie, autrement dit, le PIB par tête des habitants d'un pays afin de comprendre son niveau de développement.

Mais actuellement, on tient compte de quatre variables : le revenu, l'espérance de vie, l'alphabétisation des adultes et le nombre moyen d'étude en séparant les trois niveaux (primaire, secondaire et supérieur) (PNUD, 2010).

De ce fait, l'IDH met l'accent sur les possibilités fondamentales d'intégration d'un individu dans la société, et non plus les moyens matériels, telles que

- Mener une vie longue et saine
- Accéder à la connaissance et à l'information
- Bénéficier des ressources suffisantes pour une vie décente

Dans ses rapports sur le développement humain, le PNUD classe les pays selon la valeur de leur IDH qui est comprise entre 0 et 1. Le PNUD distingue donc trois groupe de pays :

- Les pays à faible développement humain : IDH inférieur à 0,5
- Les pays à développement moyen : IDH compris entre 0,5 et 0,799
- Les pays à développement élevés : IDH supérieur à 0,8

Le PNUD publie chaque année dans son rapport sur le développement humain le classement de chaque pays. Cet indice peut augmenter ou diminuer selon les efforts des pays.

Si ça y était les différentes théories concernant le développement, la question est de savoir qu'en est-il des liens entre l'éducation et le développement

---

<sup>18</sup> Organisme international créé en 1965

<sup>19</sup> IDH ou Indice de Développement Humain, créé en 1990 par le PNUD

## **Chapitre 3 : La relation entre éducation, croissance économique et développement**

À quoi sert l'école ? Et comment mesurer les effets de l'éducation sur la vie des individus et des sociétés ? Immenses ont toujours été les espoirs fondés dans l'édification d'un système scolaire : le développement de l'instruction est censé transformer en profondeur les comportements individuels par la transmission de valeurs morales et citoyennes permettant aux individus d'être maîtres de leurs valeurs morales et de leur destin et de bien gouverner leur vie.

L'éducation devrait aussi contribuer au développement économique en enrichissant les individus et en accélérant le progrès technique.

Nombreux sont aujourd'hui les économistes, sociologues, psychologues, politologues ou historiens qui cherchent, avec les outils de leur discipline, à mesurer les écarts entre ces espoirs et les réalités. Dans les pays développés, comme dans les pays en voie de développement. À l'échelle des comportements individuels comme des sociétés. Dans tous les domaines de la vie : culture, salaires, croissance, hiérarchies sociales, famille, santé, politique...

Pour mieux comprendre les impacts de l'éducation sur la croissance et développement économique, nous considérons comme pertinent d'opter pour une étude des positions des trois approches théoriques qui sont parmi les plus représentatives et qui ont le plus travaillé sur les questions d'économie politique d'éducation. Il s'agit de la théorie classique, la théorie du capital humain et les théories de la croissance endogène.

### **Section 1 : La relation éducation-croissance dans la pensée économique classique**

#### **1.1. L'approche d'Adam Smith de la relation éducation croissance :**

Adam Smith, philosophe moraliste, économiste, et considéré aussi comme le père fondateur de l'économie, fut le premier à contribuer sérieusement à la question d'éducation. En effet, il est parmi les premiers à s'interroger sur la notion de capital humain avec sa vision : « *Qui dit homme dit capital humain et donc richesse* »<sup>20</sup>. Smith considère que les qualifications, et aptitudes acquises par les individus par

---

<sup>20</sup> SMITH A., (1776), « *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* », Edition Flammarion, Traduction française [1949]

l'éducation familiale, les études et apprentissages sont des éléments déterminants du progrès économique. Par ailleurs, il pense également que l'éducation est un facteur qui assure la division du travail, en conséquence le gouvernement doit s'en soucier.

*« Pour les riches, l'État doit avoir faire peu de versements sur l'éducation. Et quelles parties de l'éducation pour l'enseignement desquelles il n'y a pas d'institutions publiques sont généralement les mieux enseignés. Cela ne veut pas dire qu'on devrait délaisser des pauvres sans école, car une attention particulière de la part du gouvernement est nécessaire pour empêcher la corruption complète et la dégénérescence d'une grande partie du peuple surtout défavorisés<sup>21</sup> ».* Le système était donc adopté avec économie et modération et Smith suggérait que les bas salaires des travailleurs ne sauraient augmenter que tant que la proportion d'enfants au-dessus de 14 ans présents à l'école dépasserait un certain nombre. Il désirait par-dessus tout accroître la qualité de l'enseignement, ainsi, l'argent des parents, le temps et aussi les dons naturels des enfants en soient pas perdus ou mal employés par l'inexpérience et l'ignorance de ceux auxquels ils ont été confiés.

On considère de ce fait que Smith place l'éducation au centre de sa pensée qu'il lui accorde une grande importance.

## **1.2. David Ricardo, Malthus et l'éducation :**

Ricardo s'est efforcé de montrer que l'augmentation du bien-être économique des masses pourrait venir d'une diminution de la population ou d'une augmentation du capital. Ainsi que Malthus, qui fut un partisan enthousiaste du plan de Smith sur les écoles communales, défendait l'éducation comme un moyen de desserrer des habitudes qui devraient conduire à limiter la famille. Malthus a même mis l'éducation au centre de son propre contexte : *« Des causes qui tendent à engendrer des habitudes de prudence, la plus essentielle est la liberté civile ; et pour le maintien de la liberté civile, la liberté politique est généralement nécessaire. L'éducation peut être forte sous un régime despotique, et insuffisant sous une constitution libre ; mais sous un mauvais gouvernement, elle ne pourra faire que peu, alors que sous un bon, elle pourra faire beaucoup »<sup>22</sup>.*

---

<sup>21</sup> SMITH A., (1776), *« Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations »*, Edition Flammarion, Traduction française [1949]

<sup>22</sup> MALTHUS: *“Principles of political Economy”*, Londres, 1820, p.251.

Le critique pour Ricardo est le fait d'avoir identifié l'accumulation du matériel et du capital circulant, mais en négligeant celle de la réserve de connaissance, mais aussi de la mesure.

Les affirmations de la théorie classique ont été reprises et développées par la théorie du capital humain pour en démontrer que les différences de croissance économique entre pays ne sont que le résultat tout à fait logique des différences dans la conception du rôle et de la place du système éducatif et des niveaux de scolarisation de la population.

## **Section 2 : La théorie du capital humain :**

### **2.1. Origine du concept « capital humain » :**

Les premières théories économiques ne reconnaissaient que deux facteurs de production totalement interchangeables : le travail et le capital. L'homme contribue à la croissance au même titre que le capital, en engageant sa force de travail.

Le concept de « capital humain » est fréquemment utilisé en économie depuis une trentaine d'années au moins (par exemple Schultz, 1961 ; Becker, 1964). Le concept insiste fortement sur l'importance du facteur humain dans les économies fondées sur les connaissances et les compétences. Il est utile de distinguer les différentes formes de « capital » utilisé dans les activités économiques – en particulier physique et humain.

### **2.2. Définition du capital humain :**

Le capital humain peut se définir comme un ensemble d'aptitudes, de connaissances et de qualifications possédées par chaque individu. Celles-ci sont, en partie, innées (il s'agit des capacités intellectuelles transmises génétiquement) ; et pour autre partie acquises tout au long de la vie. Cette acquisition est coûteuse mais rapporte un flux de services productifs futurs. Il s'agit donc d'un investissement ; c'est pourquoi le nom de capital est donné à ce stock de connaissance.

Selon l'OCDE, le capital humain est défini comme « *Les connaissances, les qualifications, les compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création de bien-être personnel, social et économique* <sup>23</sup> ».

---

<sup>23</sup> OCDE, « L'investissement dans le capital humain : une comparaison internationale », Paris, Edition de l'OCDE, p.9, 1998

Le capital humain constitue donc un bien immatériel qui peut faire progresser ou soutenir la productivité, l'innovation et l'employabilité. Il peut croître, se réduire ou devenir inutile. Il subit différentes influences et provient de différentes origines, notamment, mais pas seulement, d'un apprentissage organisé sous forme d'éducation et de formation. Les quatre éléments (connaissance, qualification, compétence et autres qualités personnelles) peuvent se combiner de différentes manières suivant les individus et suivant le contexte dans lequel ils sont utilisés<sup>24</sup>.

### **2.3. L'apport de la théorie du capital humain sur la croissance économique et le développement :**

#### *2.3.1. Théorie de G. LEWIS et G. S. BECKER :*

Leurs travaux portaient sur les relations entre l'éducation et la fécondité. Ils ont supposé que les femmes qui ont reçu une éducation plus poussée ont tendance à avoir des familles plus petites. Leurs objectifs étaient de démontrer que l'éducation peut changer également les connaissances et les attitudes à l'égard de la contraception moderne et de son utilité.

En effet, les femmes ayant fait des études au-delà de l'enseignement primaire ont nettement moins d'enfants. Ces corrélations se vérifient, même lorsqu'on tient compte d'autres variables. Le lien manifeste entre instruction des femmes et fécondité renferme, du moins en partie un facteur de causalité. Les femmes instruites pourraient gagner des salaires plus élevés, augmentant ainsi le coût d'opportunité du temps consacré à l'éducation des enfants. Elles peuvent également avoir une préférence pour des enfants plus instruits, ce qui rend les grandes familles plus onéreuses.

Bien que les progrès en matière de survie de l'enfant liés au niveau d'instruction des femmes puissent se traduire à court terme, par un accroissement de la population, les effets combinés de l'éducation des femmes sur la fécondité et la survie de l'enfant ralentiront considérablement le taux d'accroissement de la population.

Une augmentation du niveau d'éducation des femmes est souvent perçue comme l'un des meilleurs moyens de parvenir à une réduction du taux de fécondité. L'éducation contribue à augmenter l'utilisation des méthodes contraceptives, conduit les femmes à souhaiter un nombre réduit d'enfants et à dépenser davantage pour

---

<sup>24</sup> *ibid*, p. 10

l'éducation de chacun d'eux<sup>25</sup>. Un tel comportement aurait une double origine, un meilleur niveau d'éducation entrainerait une plus forte productivité et, par conséquent, accroîtrait le coût d'opportunité du temps passé à élever les enfants. En outre, une femme plus éduquée désirerait donner un meilleur niveau d'éducation à ses enfants.

Cependant, ce modèle ne s'applique pas bien en Afrique. En dépit des progrès de l'alphabétisation et de scolarisation, c'est en Afrique Subsaharienne que la contraception est la moins répandue et que la fécondité est la plus forte. Ceci est dû pour une raison que les femmes en Afrique désirent un plus grand nombre d'enfants (de six à neuf) que dans d'autres régions.

### 2.3.2. Théorie de T. W. SCHULTZ et R. NURKSE :

Selon Schultz, l'éducation est le plus important garant de la croissance économique. Son hypothèse est que pour accroître la productivité économique, il faut investir davantage dans la capacité de l'homme, il cite que « *La clé de la productivité économique à venir et de sa contribution au bien-être humain se trouve dans l'accroissement des aptitudes acquises de la population du monde entier et dans le progrès des connaissances utiles* »<sup>26</sup>.

Ses travaux portent sur l'étude des situations des PED où l'agriculture constitue l'activité productive principale. Il souligne que l'allocation optimale des ressources devient un problème majeur lorsque l'économie est en évolution rapide alors que cette évolution ne concerne pas l'agriculture traditionnelle. Autrement dit, cette croissance doit être suivie d'un niveau intellectuel assez élevé, acquise durant sa formation pour pouvoir passer d'une agriculture traditionnelle à une agriculture moderne. L'éducation joue un rôle plus important là où l'agriculture est en voie de modernisation comme le cas des PED.

Schultz démontre que les investissements dans l'homme et dans le savoir sont des facteurs décisifs permettant d'assurer le niveau de vie. Il montre que ce sont les aptitudes acquises par les individus (éducation, expérience, compétence et santé) qui sont déterminantes pour le progrès économique. Selon lui, les dirigeants ont tendance à surestimer les autres facteurs de production particulièrement la terre et les facteurs limités et par la suite, à sous-estimer le facteur humain.

---

<sup>25</sup> GAL Roger, (1994), « *Les sciences de l'éducation* », Harmattan, Paris.

<sup>26</sup> T. SCHULTZ, (1962), « Investment in human capital » American Economic Review, New York.

Ainsi, il apparaît évident que le niveau d'éducation atteint par les agents économiques constitue un déterminant majeur de leur succès sur l'échiquier économique mondial. L'intérêt primaire de l'investissement public en capital humain est qu'il permet d'accroître la productivité sociale. Si l'on admet en effet qu'une meilleure formation, théorique ou pratique, augmente l'efficacité productive de l'individu, les effets externes du type « learning-by-doing » qui découlent de son activité permettent alors d'accroître la productivité des agents qui le côtoient.

Quant à Nurkse, le promoteur de l'analyse en termes de cercle vicieux de la pauvreté et du sous-développement, l'hypothèse se base sur l'état d'investissement des pays sous-développés dans le domaine éducatif<sup>27</sup>. Comme dans le chapitre précédent, il analyse la pauvreté comme un manque de revenus et donc d'épargne. Par la suite, il y a un manque d'investissements étant donné que dans les pays sous-développés, les investissements éducatifs constituent une part considérable du revenu.

Il cite que « La faiblesse du revenu national entraîne la faiblesse des dépenses d'éducation et de formation et donc de la productivité et par ricochet du revenu national... ». L'auteur accepte donc la thèse que le manque d'éducation et de formation réduit la capacité de la main d'œuvre disponible, ce qui entraîne, par la suite, un faible revenu national et le cercle vicieux continue son cours.

Pour rompre ces cercles vicieux, R. Nurkse préconise un recours aux capitaux étrangers qui va autoriser un accroissement du stock de capital, des investissements, de la productivité et par la suite des revenus. Mais plus récemment, dans le cadre des recherches de stratégies de lutte contre la pauvreté, des nouvelles études apparaissent.

### 2.3.3. Théorie de Richard JOLLY :

Ses études se focalisent sur l'importance accordée à l'éducation pour le développement de l'Afrique. Il se base sur l'hypothèse qu'il faut plus de croissance qualitative pour améliorer la qualité de la population. L'objectif de son étude était d'évaluer les défis et les priorités spécifiques du continent et elle a permis d'adopter un cadre d'action qui est « L'éducation pour la renaissance de l'Afrique au 21<sup>ème</sup> siècle ».

---

<sup>27</sup> R. NURKSE, (1953), « *Problems of capital formation in underdeveloped countries* », Oxford University Press.

Selon R. Jolly, tandis que 21% des habitants des PED se trouvent en dessous du seuil de pauvreté en termes de revenus, 37% souffrent de pauvreté en termes de capacités humaine<sup>28</sup>. En effet, un faible indicateur de pénurie de capacité (IPC) est un signe d'une inefficacité économique. L'IPC reflète la proportion de la population qui manque de capacités humaines de base, ou de capacités essentielles, qui sont à la fois des fins en elles-mêmes et qui sont indispensables pour espérer de se hisser de la pauvreté et d'assurer un minimum de développement humain. Ce qui signifie que l'inefficacité économique des PED est due au manque d'éducation de leurs populations.

Il a pu conclure que les investissements initiaux dans l'éducation et la formation créent un climat comme en Extrême-Orient et en Asie du Sud-Est, favorisant le renforcement réciproque entre la croissance et le développement humain.

Une croissance économique plus forte sera nécessaire pour faire progresser le développement humain, en particulier pour ceux dont la croissance a fait défaut dans le passé. Il n'y a pas de relation automatique entre la croissance économique, le développement humain et l'emploi. D'après R. JOLLY<sup>29</sup>, « *Des progrès à court terme dans le développement humain sont possibles, mais ils ne seront pas durables sans une croissance ultérieure. À l'inverse, une croissance économique mettant l'accent sur les personnes et leurs potentiels productifs est essentielle. Il est de plus en plus évident que de nouvelles mesures internationales sont indispensables pour favoriser des stratégies nationales pour la création d'emplois et le développement humain, surtout dans les pays pauvres* ».

### **Section 3 : Les théories de la croissance endogène :**

Les années 1980 et 1990 ont marqué un renouveau de l'approche néoclassique de la croissance pour évoluer d'une simple approche de la croissance exogène à une autre dite de croissance endogène. Le savoir occupe une place centrale dans les analyses de ces théories. La production de ce dernier est censé induire une croissance auto-entretenu en raison de rendements marginaux non décroissants ou grâce à une externalité positive née de la diffusion des connaissances (RAMIARISON, 2015).

Les théories de la croissance endogène comprennent trois modèles de pensées théoriques, qui met chacun l'emphase sur un paramètre bien déterminé. Il s'agit des

---

<sup>28</sup> Richard JOLLY, (1996), « *Le développement à visage humain* », Clarendon Press, Oxford.

<sup>29</sup> Ibid.

modèles d'accumulation du capital humain, du modèle du savoir et de la recherche, et du modèle néo-schumpétérien. Nous allons présenter brièvement les deux premiers modèles avant de s'arrêter beaucoup plus en détail sur le dernier modèle c'est-à-dire celui des néo-schumpétériens.

### **3.1. Le modèle de LUCAS : La théorie d'accumulation du capital humain**

Ce modèle propose un cadre d'analyse dans lequel l'accumulation du capital humain et le savoir sont des facteurs déterminants pour la productivité et la croissance. Elles sont même les facteurs de référence pour expliquer la différence dans les taux et niveaux de croissance et développement entre pays (HOWITT, 2004). Le savoir est considéré comme un bien rival et à exclusivité d'usage. Il est le produit de l'éducation et à ce titre incorporé aux individus en tant que capital humain.

Ce modèle s'intéresse à étudier l'impact de l'accumulation du capital humain sur la croissance. Son objectif principal est d'expliquer le caractère continu de la croissance d'une part, et la diversité des niveaux de revenu d'autre part. Il analyse les fondements économiques de la formation du capital humain, en affirmant que chaque individu répartit son temps entre les activités de production et de formation. Chaque unité supplémentaire investie en éducation permet d'accroître la productivité du travailleur et de la firme. La croissance de long terme est alors un arbitrage réalisé par les agents entre sacrifier leur utilité présente, tout en sachant que plus ils se consacrent à la formation, plus leurs productivité et revenus seront élevés.

Dans ce modèle, on distingue deux secteurs : d'une part, celui de la production, où sont produits les biens à partir du capital physique et une partie du capital humain qui est cumulable avec une productivité non décroissante, et d'autre part, celui de la formation où on trouve la formation du capital humain.

### **3.2. Le modèle de ROMER : Le savoir comme produit des activités de recherche**

Dans la vision de Romer, le savoir ne peut être incorporé aux individus ; il est synonyme de l'innovation et produit de la recherche et développement. À l'encontre du modèle de Lucas, le savoir est considéré comme un bien non rival, dans la mesure où l'utilisation d'une connaissance par un agent n'empêche pas l'usage simultané par un autre (RAMIARISON, 2015). C'est également un bien à usage partiellement exclusif, c'est-à-dire qu'il est possible d'interdire l'usage d'une connaissance pour la production d'un bien, cela est parfois difficile lorsque cette connaissance est utilisée pour produire une autre connaissance. Le droit de propriété n'est que partiel. La

croissance est envisagée comme la conséquence principale de l'accumulation des connaissances. Le progrès technologique est envisagé comme le résultat des activités d'un secteur de la recherche qui a pour objectif la production de nouvelles idées ou nouvelles connaissances.

### **3.3. La théorie néo-schumpétérienne de la croissance endogène : le modèle Aghion et Howitt**

Aghion et Howitt<sup>30</sup>, intègrent dans leur modèle une idée qui remonte à J. Schumpeter, en vertu de laquelle, les innovations industrielles, tout en améliorant la qualité des biens produits sont des facteurs de croissance. L'idée centrale est que le progrès technologique rend obsolète les biens produits dans le passé.

Le capital humain affecte la capacité d'un pays d'innover et de se rattraper par rapport aux autres pays.

Le transfert technologique, la recherche et développement et les politiques d'importation et d'homologation des techniques étrangères occupe une place primordiale dans l'analyse de la théorie néo-schumpétérienne de croissance endogène. Elle considère que ces activités expliquent dans une large mesure les taux de croissance convergents enregistrés dans les pays développés. Alors que dans le cas des PED, il serait très facile d'accélérer leur croissance, en adoptant les technologies produites dans d'autres parties du monde. (HOWITT, 2004). Dans cette optique, l'incitation à la recherche et développement dans un PED déterminera non pas son taux de croissance à long terme, mais son niveau de productivité total.

---

<sup>30</sup> Aghion P. & Howitt P., (1992), « A model of Growth through Creative Destruction ». *Econometrica*, pp323-351.

**PARTIE II :**  
**ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT :**  
**CAS DE MADAGASCAR**

# CHAPITRE 1 : Les réalités de l'éducation de Madagascar

## Section 1 : Le système éducatif malgache

Actuellement, le système éducatif malgache est composé d'une éducation préscolaire, d'une éducation fondamentale de première cycle primaire d'une durée de cinq ans et de second cycle d'une durée de quatre ans, d'un enseignement secondaire général d'une durée de trois ans, d'une formation technique et professionnelle, répartis dans les 111 CISCO des 22 régions, d'un enseignement supérieur, au niveau des ex-chefs-lieux de province, dans lequel cohabitent au côté des facultés, des écoles et instituts sous tutelle des universités, des instituts supérieurs de technologie et du centre national d'enseignement à distance et des établissements privés.

### 1.1. L'éducation préscolaire

À très forte participation du secteur privé, elle accueille les enfants du groupe d'âge de 3 à 5 ans, Cet ordre d'enseignement dans sa forme classique reste modeste, seulement 7% de la population susceptible d'entrer dans les établissements préscolaires y était inscrite durant l'année scolaire 2007-2008. Le nombre des établissements publics ne représentait que 7,6%<sup>31</sup> des 2903 établissements fonctionnels localisés en majorité dans la zone urbaine.

### 1.2. L'éducation fondamentale

#### 1.2.1. Le premier cycle

L'entrée officielle dans l'enseignement primaire se fait à six ans. L'enseignement est réparti sur cinq années, les effectifs à ce niveau d'enseignement étaient de 4 020 322<sup>32</sup> élèves en 2007 à 2008 dont 18,8% étaient dans le secteur privé. Les filles représentaient 49,2% de l'effectif total d'élèves et 46,7% du nombre total des redoublants dans le cycle. Ce niveau d'enseignement compte actuellement 24 387 écoles fonctionnelles réparties dans les 1 560 communes de Madagascar.

#### 1.2.2. Le second cycle

D'une durée de quatre ans, en moyenne, le second cycle reçoit plus de 55% des élèves qui ont terminé le premier cycle. Les élèves qui, pour des raisons d'ordre pédagogique et/ou social, n'accèdent pas aux collèges peuvent suivre leurs études

---

<sup>31</sup> *ibid*

<sup>32</sup> M.E.N, (2008), « Rapport national sur le développement de l'éducation à Madagascar. »

dans les centres de formation professionnelle. Au terme du second cycle de l'éducation fondamentale, les élèves s'orientent soit vers le secondaire général soit vers la formation technique et professionnelle.

- L'enseignement secondaire « général » :

La durée des études de l'enseignement secondaire est actuellement de trois ans avec un tronc commun en première année. L'enseignement secondaire est marqué par une forte participation du privé, environ 55%. La fin de l'enseignement secondaire est validée par l'examen du baccalauréat.

- La formation initiale et continue des enseignants de l'éducation fondamentale:

L'Institut National de Formation Pédagogique est un organisme rattaché directement à la Direction Générale de l'Éducation Fondamentale et de l'Alphabétisation . L'institut, par la politique de décentralisation et de l'encadrement de proximité, regroupe actuellement 16 centres régionaux qui assurent la formation initiale des enseignants et des encadreurs (conseillers pédagogiques) de l'éducation fondamentale et de la formation continue, plus particulièrement, des enseignants FRAM ou non fonctionnaires.

- La formation technique et professionnelle

L'enseignement technique et professionnel est composé de deux niveaux: d'abord, les centres de formation professionnelle (CFP) qui permettent d'accéder soit au Certificat de Fin d'Année (CFA) après deux ans de formation ou au Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) sanctionnant une formation de trois années. Ensuite, les titulaires du CAP peuvent poursuivre leur formation dans les lycées techniques et professionnels (LTP). Globalement, le nombre des apprenants pour 100 000 habitants n'était que 311 au début de l'année scolaire 2007-2008. Les effectifs des apprenants formés dans les CFP publics ne représentent que 32% du nombre total des apprenants des établissements publics (CFP plus LTP).

- L'enseignement supérieur

L'obtention du baccalauréat ouvre la voie à l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, les établissements publics d'enseignement supérieur sont composés de six universités publiques (Université d'Antananarivo, Université d'Antsiranana, Université de Fianarantsoa, Université de Mahajanga, Université de Toamasina et Université de Toliara)<sup>33</sup> de deux Instituts Supérieurs de Technologie (IST d'Antananarivo et d'Antsiranana créés en 1992)<sup>34</sup>, d'un Institut national des sciences et techniques nucléaires (créé en 2001), le Centre National de Télé-enseignement de Madagascar avec 24 centres régionaux.

## **Section 2 : Les dépenses publiques en matière d'éducation**

L'éducation est inséparable au contexte économique d'un pays. De ce fait, l'État doit réaliser des dépenses comme dans les autres secteurs, pour promouvoir le secteur de l'éducation. Ainsi, cette présente section nous offre une opportunité de savoir la part de l'éducation dans le PIB de Madagascar et les évolutions de la structure des dépenses publiques d'éducation.

### **2.1. La part de l'éducation dans le PIB de Madagascar**

Le volume des ressources budgétaires allouées par l'État au secteur de l'éducation dépend du niveau du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays, de la capacité globale de l'État à prélever des revenus sur son économie pour le fonctionnement des services publics, des perspectives de son développement quantitatif et qualitatif et enfin de la priorité accordée au secteur.

Dans le contexte économique de Madagascar, les dépenses totales d'éducation se sont élevées en moyenne à 2,9% du PIB les dernières années. La part des dépenses totales d'éducation par rapport au PIB est passée de 2,0% en 1996 à 3,3% en 2006.

De 1996 à 2006, les dépenses courantes représentent 75% des dépenses totales du secteur de l'éducation et ont connu un accroissement moyen de 6,6% par an. En pourcentage de recettes internes, elles sont passées de 19,6% à 20,8%.

En ce qui concerne les dépenses publiques d'investissement faites pour le secteur éducatif, elles sont relativement faibles par rapport au poids du secteur et à la

---

<sup>33</sup> Les universités publiques ont été dotées depuis 1993 d'une autonomie pédagogique, scientifiques administrative et financière.

<sup>34</sup> Les Instituts supérieurs de Technologie sont des établissements publics à caractère administrative (EPA).

priorité du gouvernement dans le cadre de l'amélioration et de l'extension de l'accès de la population au système éducatif. Après avoir atteint des valeurs proches de 14% en 2000 et en 2001 et de 13% en 2005, elles ne représentent que 8,5% des dépenses totales d'investissement du pays en 2006.

Le tableau suivant donne l'évolution du PIB, des dépenses de l'État et des dépenses du secteur éducatif telles qu'elles ont été réalisées durant les années 2003-2007.

*Tableau 1* : PIB, budget de l'État et budget de l'éducation (dépenses réalisées 2003-2007)

	2003	2004	2005	2006	2007
PIB	6 779,0	8 155,7	10 095,0	11 781,0	13 729,0
<b>BUDGET DE L'ÉTAT</b>					
Dépenses courantes	764,6	1 027,2	1 107,2	1 240,6	1 574,5
Dépenses d'investissement	531,5	1 018,1	1 038,3	1 290,3	1 376,3
Total	1 296,1	2 045,3	2 145,5	2 530,9	2 950,8
<b>BUDGET DE L'ÉDUCATION</b>					
Dépenses courantes	156,5	197,0	265,0	278,6	352,7
Dépenses d'investissement	49,5	69,2	123,4	109,3	165,2
Total	206,0	266,2	388,4	387,9	518,0
<b>ÉDUCATION/BUDGET</b>					
Dépenses courantes	156,5%	19,2%	23,9%	22,5%	22,4%
Investissements	49,5%	6,8%	11,9%	8,5%	12,0%
Total	206,0%	13,0%	18,1%	15,3%	17,6%
<b>RATIOS PAR RAPPORT AU</b>					
PIB					
Budget État/PIB	19,1%	25,1%	21,3%	21,5%	21,5%
Budget Éducation/PIB	3,0%	3,3%	3,8%	3,3%	3,8%

SOURCE : Ministère de l'économie , des finances et du budget, « Le rapport économique et financier 2005-2006 ».

On remarque que l'évolution du PIB est mesurée en milliard d'Ariary. Le PIB de Madagascar par an de l'année 2003 a été de 6779,0 milliard de Ariary et ce chiffre va augmenter de 13 729, 0 milliard d'Ariary en 2007, soit une évolution de 100% plus. Le budget de l'État et le budget de l'éducation sont aussi mesuré en milliard d'Ariary.

## **2.2. Évolution de la structure des dépenses publiques d'éducation**

L'évolution de la structure des dépenses publiques d'éducation par niveau d'enseignement montre la priorité grandissante accordée à l'enseignement primaire, suivi de l'enseignement supérieur. La part du budget du secteur éducatif accordée au premier cycle de l'enseignement fondamentale a augmenté de près de 10 points pourcentages en terme du budget voté en passant de moins de 47% en 2002 à 57% en 2007. Cette augmentation s'explique par la ferme volonté politique du pays à investir beaucoup plus dans ce niveau d'enseignement pour l'amélioration et l'atteinte des objectifs d'accès et de rétention scolaire dans le cadre de la Scolarisation Primaire Universelle. Ainsi, le montant de dépenses d'Investissement Publics au titre du premier cycle de l'éducation fondamentale en 2006 est multiplié par 17 en 4 ans en passant de 5,8 milliards d'Ariary en 2002 à 98 milliards d'Ariary en 2006.

Pour les autres niveaux, une hausse assez modeste a été enregistrée durant ces cinq dernières années en termes de dépenses courants. En termes de dépenses réalisées, la part du sous-secteur de l'enseignement primaire est passée de 38,3% en 2002 à près de 59% en 2007.

Le tableau suivant retrace l'évolution de la structure du budget de l'éducation par niveau d'enseignement.

*Tableau 2* : Évolution de la structure des dépenses de l'éducation par niveau d'enseignement (en %)

	Réalisation					
	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Dépenses courantes</b>						
Enseignement fondamental 1 <sup>er</sup> cycle	43,0%	43,1%	44,9%	45,1%	46,5%	46,3%
Enseignement fondamental 2 <sup>ème</sup> cycle	13,1%	13,9%	12,5%	13,0%	13,6%	14,6%
Enseignement secondaire	7,1%	7,2%	5,8%	5,7%	6,4%	6,5%
Formation professionnelle et technique	3,8%	3,6%	4,0%	3,4%	3,1%	3,0%
Enseignement supérieur	13,9%	11,3%	13,5%	10,6%	16,3%	14,7%
Recherche scientifique	1,4%	1,3%	1,3%	1,7%	1,6%	1,2%
Administration	17,7%	19,6%	18,0%	20,6%	12,5%	13,8%
<b>Total</b>	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
<b>Dépenses d'investissement</b>						
Enseignement fondamental 1 <sup>er</sup> cycle	14,7%	14,7%	69,2%	81,3%	89,7%	79,7%
Enseignement fondamental 2 <sup>ème</sup> cycle	1,5%	1,7%	3,2%	2,9%	0,3%	5,7%
Enseignement secondaire	3,4%	1,2%	0,0%	3,3%	1,9%	9,2%
Formation professionnelle et technique	2,7%	1,3%	1,1%	0,9%	0,1%	0,6%
Enseignement supérieur	21,8%	5,4%	5,3%	6,9%	1,0%	2,2%
Recherche scientifique	9,0%	23,7%	2,8%	4,6%	6,2%	1,7%
Administration	46,9%	52,0%	18,3%	0,0%	0,7%	1,0%
<b>Total</b>	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
<b>Dépenses totales</b>						
Enseignement fondamental 1 <sup>er</sup> cycle	38,3%	36,3%	51,2%	56,6%	58,7%	59,0%
Enseignement fondamental 2 <sup>ème</sup> cycle	11,2%	11,0%	10,1%	9,8%	9,9%	9,7%
Enseignement secondaire	6,5%	5,8%	4,3%	5,1%	5,1%	7,4%
Formation professionnelle et technique	3,6%	3,0%	3,3%	2,3%	2,3%	2,2%
Enseignement supérieur	15,2%	9,9%	11,4%	12,0%	12,0%	10,7%
Recherche scientifique	2,7%	6,7%	1,7%	2,9%	2,9%	1,3%
Administration	22,5%	27,4%	18,1%	9,2%	9,2%	9,7%
<b>Total</b>	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

SOURCE : Ministère de l'économie des finances et du budget « Le rapport économique et financier 2005-2006 ».

D'après ce tableau 2, on constate que l'État malgache a une tendance de dépenser plus en enseignement fondamentale, car plus de 50% des dépenses totales d'éducation sont affectés à l'enseignement fondamental 1<sup>er</sup> cycle. Quant à la

formation professionnelle et technique, les dépenses totales sont très bas et avec une diminution de 3,6% en 2002 et baisse de 2,2% en 2007.

Le plus remarquable ici c'est la recherche scientifique, car elle représente une affectation de dépense totale la plus faible, voire 1,3% seulement en 2007. C'est pour cela que Madagascar a priorisé concrètement l'enseignement fondamental mais cela est au détriment des autres enseignements, surtout l'enseignement technique et formation professionnelle de même pour la recherche scientifique.

### **Section 3- Problèmes de l'éducation à Madagascar**

Nous essayons d'expliquer maintenant l'aspect des principaux problèmes de l'éducation à Madagascar. Pour cela nous étudierons, le coût de l'éducation et son poids sur la vie de la population.

#### **3.1. Le coût de l'éducation élevé par rapport au niveau de vie de la population**

D'après les données fournies par l'enquête EPM 2002, la capacité d'un individu de poursuivre ses études dépend de la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage. On constate que seulement 0,3% d'individu venant d'une famille exerçant les activités agricoles, atteint le niveau d'enseignement supérieur. Tandis que pour les cadres salariés, ce pourcentage est 18,3%. Les pauvres quittent trop tôt l'école. Cet abandon précoce de l'école est causé par divers facteurs notamment le problème de financement des études.

En effet, à cause de la faiblesse de revenus des pauvres, ils ne peuvent pas supporter les coûts de l'éducation, surtout lorsque l'étudiant atteint un certain niveau d'étude élevé. Par conséquent, le taux d'abandon de l'école augmente. L'EPM 2002 montre que, ce taux est plus de 12% (tous niveaux confondus) pour la classe la plus pauvre.

#### **3.2. Programme d'enseignement inadapté aux besoins du marché du travail**

Nous voyons que le système et les programmes d'enseignement à Madagascar sont imités de la France, et qui ne répondent pas aux besoins réels de l'économie malgache. Tout d'abord, nous remarquons que les types de formations dans ce pays sont dominés par la formation académique. Les formations professionnelles sont à faible proportion. Le tableau suivant montre la répartition des étudiants des six universités de Madagascar selon les types de formation.

*Tableau 3* : Répartition des étudiants par université, filières académiques et professionnalisant 2009-2010

Université	Filières académiques	Filières de formation prof à cycle-court	Filières de formation prof à cycle-long	Total
Antananarivo	10115	4356	317	14788
Antsiranana	400	411		811
Fianarantsoa	1691	251	107	2049
Mahajanga	280	994	45	1319
Toamasina	1654		52	1706
Toliara	951	115	24	1090
Ensemble des 6 universités	14991	6027	345	21763

SOURCE : Annuaire de l'enseignement supérieur 2009-2010

Les données de ce tableau nous permettent de voir que presque le trois quart des étudiants poursuit les filières académiques.

Nous avons déjà vu qu'environ 60% des mains d'œuvres malagasy sont occupés dans les activités agricoles. Le secteur primaire est dominant dans l'économie de ce pays. Il assure la majorité de création d'emploi à Madagascar. Or la situation de l'éducation est loin d'être en adéquation avec la réalité de l'emploi. Cela signifie qu'il y a des problèmes à résoudre dans ces deux systèmes.

### **3.3. L'enseignement et la pauvreté**

Nous savons que la poursuite d'études engendre nécessairement un coût pour l'individu ou sa famille. Nous allons donc essayer de voir les coûts ou dépenses engagées par l'étudiant, et les ressources dont il bénéficie. Il est à remarquer qu'outre les financements individuels, l'étudiant bénéficie des aides publiques (monétaires ou en nature).

Il apparaît alors nécessaire d'intégrer l'apport de l'État à chaque dépense des individus pour aboutir à la notion de compte de l'Étudiant. Cependant, nous constatons que les ressources individuelles ou familiales assurent la grande partie des dépenses d'un étudiant. L'insuffisance des ressources personnelles constitue le

premier obstacle pour un individu de poursuivre ses études. Nous voyons que les étudiants venant des familles pauvres ne peuvent pas aller très loin dans sa formation. Pour le cas de Madagascar, les données du tableau ci-après confirment cette idée. En générale, l'individu qui vient d'une famille à faible revenu ne peut pas atteindre un niveau d'éducation élevé.

Tableau 4 : Distribution de la population malgache selon le niveau d'instruction par groupe socio-économique du chef de ménage (en %)

Niveau d'instruction Groupe Socio-économiques du chef de ménage	Non instruits	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Agriculteurs	66,7	40,3	3,7	0,3	100
Éleveurs, pêcheur	43,4	46,0	8,9	1,8	100
Entrepreneurs non agricoles	25,8	56,7	15,7	1,9	100
Commerçants, entrepreneurs de service	24,5	46,8	22,5	6,2	100
Cadres salariés	16,4	37,7	27,5	18,3	100
Employés et ouvriers	27,8	44,7	21,3	6,2	100
Main d'œuvres sans qualification	45,7	44,1	9,4	0,7	100
Autres	31,0	43,2	18,2	7,6	100

SOURCE : INSTAT/EPM/DSM 2008

Ce tableau nous montre que plus de la moitié des individus dont les chefs de ménages agriculteurs sont classés non instruits. Par contre pour les Chefs de ménage cadres salariés, ce pourcentage montre que plus de 18% atteint le niveau supérieur. Cela nous permet de conclure que le niveau de vie de la famille détermine en générale le niveau d'éducation atteint par ses membres. Le faible niveau de revenu a donc un impact négatif sur le fonctionnement normal des études d'un individu.

La pauvreté de la famille est un grand problème qui empêche les gens de fréquenter les écoles. Pour passer plus loin dans l'analyse nous allons étudier les données du tableau suivant.

*Tableau 5* : Redoublement scolaire tous niveaux confondus selon le quintile cas de Madagascar

Niveau de vie de ménage	Promotion	Redoublement	Abandon	Total
Plus pauvres	56,7	31,3	12,0	100
Quintile 2	65,5	25,7	8,8	100
Quintile 3	65,2	31,0	8,8	100
Quintile 4	73,4	22,7	3,9	100
Plus riches	81,2	14,2	4,5	100

Source : INSTAT EPM/DSM 2008

Le taux de promotion est généralement plus élevé chez les ménages les plus riches. Ce taux varie de 57% pour le premier quintile à 81% pour le cinquième quintile. On voit le cas inverse pour le taux d'abandon, il est de l'ordre de 12% pour les plus pauvres contre 4% chez les plus riches. Alors, la pauvreté est un blocage pour le fonctionnement de l'enseignement.

## **CHAPITRE 2 : Analyse des politiques éducatives mises en œuvre par l'État malgache**

Afin de promouvoir le secteur d'éducation malgache, l'État avait mis en œuvre dès la première république différentes politiques qui se renouvèlent et se poursuivent jusqu'à maintenant. Nous considérons donc comme pertinent de voir dans une première section les principales politiques mises en œuvre par l'État malgache pour continuer dans une seconde section les résultats de ces politiques.

### **Section 1 : Les politiques mises en œuvre par l'État malgache**

#### **1.1. Cadre de la politique éducative à Madagascar**

La politique éducative à Madagascar est régie par des lois sur l'éducation qui évoluent suivant les régimes et avec le temps. Jusqu'à maintenant, ces lois servent de cadre conceptuel mais il arrive que les réalités ne se reflètent pas toujours à travers ces lois.

Ainsi au temps de ce qu'on appelle communément la II<sup>ème</sup> République durant laquelle la doctrine dominante fut le socialisme, la loi sur l'éducation 78 – 040 dit que l'éducation doit amener les enfants à être de bon citoyen socialistes. Cette loi présentait l'édifice structurel sous forme d'Éducation de base de 5 ans, Éducation secondaire de base de 4 ans, éducation secondaire spécialisée de 3 ans, Éducation supérieur.

Après le changement du régime en 1992, une nouvelle loi sur l'éducation dont les finalités s'inspiraient beaucoup de la déclaration mondiale de l'Éducation Pour Tous (EPT) de Jomtien<sup>35</sup> désigne l'éducation comme un moyen de développer les facultés personnelles de l'enfant adolescent. L'édifice structurel devient : École primaire de cinq années, collège d'enseignement secondaire de 4 ans, Lycée de trois ans et enseignement supérieur. Ce sont les dénominations d'avant 1997.

Plus récemment, une nouvelle loi fut présentée en 2004 pour introduire la notion de l'éducation fondamentale et l'école primaire devient école fondamentale de premiers cycles, le CEG École fondamentale du second cycle. Actuellement, il est question de ramener l'école primaire à sept années au-dessus de laquelle il y aurait un collège de trois années et un lycée de deux années. On parle beaucoup de cette réforme mais elle n'est pas encore validée en termes de loi.

---

<sup>35</sup> Jomtien : Grande ville à Thaïlande

Les différentes lois sur l'éducation pose implicitement toutes l'hypothèse que la scolarisation primaire est universelle et que le taux d'achèvement du primaire est maximal. Ainsi elles ne prévoient pas de façon explicite la gestion éducative des enfants non scolarisés et déscolarisés précoces. Elles prévoient cependant l'éducation non formelle composée de l'alphabétisation fonctionnelle, l'éducation à la vie familiale et sociale et l'éducation à la citoyenneté. Comme cette éducation non formelle ne distingue pas expressément le public cible ni sa classe d'âge, c'est dans cette éducation non formelle qu'on peut classer toute action éducative en dehors du système formelle.

Plus récemment en 2003, une politique de l'éducation non formelle fut validée dans le cadre du développement de l'éducation des adultes et donne un cadre cohérent aux actions de l'éducation non formelle. Mais jusqu'à maintenant, elle reste encore « non appliquée ».

D'ailleurs, le DSRP de 2003 reconnaît explicitement : « *Les phénomènes de déscolarisation et de déperdition scolaire constituent une des causes essentielles de l'analphabétisme. C'est la raison pour laquelle le renforcement de l'éducation non formelle apparaît comme une alternative crédible pour satisfaire aux besoins éducatifs fondamentaux des populations* ».

Soulignons cependant que les actions développées ici se situaient la plupart du temps avant ces périodes de semi reconnaissance de l'éducation non formelle. Ceci leur confère à posteriori une validation légale relative. Ceci révèle encore, si besoin est, la difficulté de nos sociétés à asseoir le système éducatif le plus approprié au cadre social. Il y a le « cadre structurel reconnu » mais tous autours gravités toute une série d'initiatives en marge de ce cadre mais qu'on reconnaît implicitement du fait de l'incapacité du cadre structurel formel de répondre entièrement à ses missions.

En fait la question que l'on pourrait soulever est toujours l'opportunité ou non d'une école moule unique pour tous les citoyens. Souvent posée dans les sociétés occidentales avancées, elle l'est rarement dans les sociétés du tiers monde quoique les écoles alternatives foisonnent dans celle-ci.

## **2.2. Le plan national d'EPT**

### 2.3.1. Qu'est-ce que l'éducation Pour Tous (EPT) ?

L'EPT symbolise l'engagement pris en 1990 par 150 pays et leurs partenaires à Jomtien<sup>36</sup> (Thaïlande) ; engagement confirmé au Forum mondial de l'éducation à Dakar (Sénégal) en 2000. L'EPT consiste à faciliter l'accès à l'éducation à chaque citoyen du monde en voie de développement, et en particulier :

- Assurer l'éducation primaire et universelle d'ici 2015 ;
- Éliminer les disparités entre sexes dans l'enseignement primaire et secondaire ;
- Améliorer l'éducation et les soins des enfants en bas âge ;
- Assurer un accès équitable aux programmes d'acquisition des connaissances ;
- Augmenter de 50% le taux d'alphabétisation des adultes d'ici 2015 ;
- Améliorer tous les aspects qualitatifs de l'éducation ;

### 2.3.2. Objectif principal d'EPT à Madagascar

Le plan EPT<sup>37</sup> est un plan qui a pour l'objectif principal l'atteinte de l'objectif d'un enseignement primaire universel de qualité à l'horizon 2015. Il a été élaboré pour relever des défis :

- ❖ D'ordre quantitatif : assure l'expansion du système car l'éducation fondamentale se trouve aujourd'hui confrontée à une situation largement imprévue liée à l'explosion des effectifs.
- ❖ D'ordre qualitatif : améliorer la qualité d'enseignement.

Cet objectif principal de l'EPT a été renforcé par la nouvelle orientation dans le MAP (Madagascar Action Plan) relative à la transformation de l'éducation qui contient sept défis.

## **2.3. L'engagement n°3 du MAP**

L'engagement 3 du fameux MAP étant un document de développement durable du pays intitulé « transformation de l'éducation ». Cet engagement comprend en fait sept défis à relever : Assurer l'accès de tous les enfants aux opportunités de développement avant leur véritable scolarisation. De 2006 à 2012, le pourcentage de 3% à 5% à fréquenter un centre préscolaire augmentera de 5 à 20%.

---

<sup>36</sup> Jomtien : grande ville à Thaïlande

<sup>37</sup> Éducation Pour Tous

1. Créer un système d'éducation primaire performant concrètement, d'ici 2012, le taux d'achèvement de l'éducation primaire atteindrait 85% au lieu de 57% en 2006.
2. Intensifier le système d'éducation fondamentale de second cycle ou collège. Le taux d'achèvement dans les collèges passerait de 19% en 2006 à 56% en 2012.
3. Améliorer le système d'enseignement secondaire ou lycée et développer la formation professionnelle. Le taux d'achèvement dans l'enseignement secondaire général et le nombre de jeunes en formation professionnelle pourraient doubler en 2012. De plus, le taux d'intégration professionnelle des jeunes pourrait atteindre jusqu'à 80%.
4. Transformer l'enseignement supérieur. Doubler le nombre d'étudiant dans l'enseignement supérieur, le nombre de diplômés par an, ainsi que la part du budget alloué à la recherche scientifique, seraient les indicateurs des résultats rapides d'ici 2012.
5. Mettre fin à l'analphabétisme. Le taux d'alphabétisme chez les adolescents/adultes âgés de plus de 15 ans est de 52% seulement en 2006. Il s'élèverait à 80% d'ici 2012. Ainsi le pourcentage de nouveaux alphabétisés ayant suivi une formation complémentaire dans le domaine technique et professionnel pourrait tripler en 2012.
6. Développer les capacités et l'attitude mentale et psychologique des jeunes par les sports et la participation à la vie civique. La proportion du jeune participant à des programmes sportifs, à des programmes de scoutisme et aux activités des congrégations religieuses et des organisations civiques serait élevée dans les centres de jeunesse et des sports se tripleraient en 2012.

En résumé, selon le MAP, ce système éducatif réformé suivant des normes internationales en termes de qualité et d'efficacité, fournira à Madagascar les ressources humaines nécessaires pour devenir une nation compétitive et un acteur performant dans l'économie mondiale.

#### **2.4. Le PND : L'axe 4 des grandes orientations stratégiques du développement**

L'axe 4 : « *Capital humain adéquat au processus de développement* » vise à restaurer la culture de l'excellence et de l'utilité des services publics offerts et la dignité humaine en offrant entre autres des services sanitaires et d'éducation de qualité dans un environnement sain.

Pour permettre à la majorité de la population active de mieux contribuer à la croissance économique et de mieux bénéficier des fruits de cette croissance, la

quantité et la productivité de son travail devrait s'améliorer. En effet devant la déscolarisation massive des enfants malgaches, de la précarité et vulnérabilité sanitaire de la population, de l'importance de la malnutrition notamment chronique, d'un sous-emploi massif latent et rampant et du dualisme, le système éducatif et sanitaire est globalement défaillant avec l'insuffisance des allocation budgétaire, du nombre réduit des effectifs du corps enseignant et médical, et de la détérioration des conditions infrastructurelles associé au manque d'entretien, etc...

Concernant particulièrement l'éducation dans l'amélioration de la qualité du capital humain, le tableau suivant résume les programmes et objectifs à atteindre pour la période 2015-2016.

**Tableau 6 : Les objectifs en termes d'éducation du PND**

Programmes	Objectifs	Sous-objectifs
Éducation universelles et aux normes de l'excellence	Se doter d'un système éducatif performant, conforme aux normes internationales	Réduire de manière significative l'analphabétisme
		Garantir une éducation de qualité pour tous
		Améliorer le niveau satisfaction des usagers et la fonctionnalité du système éducatif
Formation technique et professionnelle au profit de l'économie et des régions	Promouvoir et valoriser l'enseignement technique professionnel et/ou professionnalisant	Densifier l'enseignement technique et professionnel
		Diversifier et adapter les filières au contexte local
		Renforcer et réadapter les besoins de compétences des formateurs
		Améliorer le système de financement
Enseignement supérieur innovant et adapté aux besoins de la société	Assurer une formation universitaire répondant aux normes, aux besoins et à l'assurance qualité	Promouvoir l'adéquation, la recherche, le développement, l'innovation et la promotion d'une université numérique
		Mettre en œuvre le système LMD
		Mettre en place un cadre et plateforme de dialogue
		Promouvoir la coopération interuniversitaire

Source : PND Madagascar 2015-2016

## **Section 2 : Analyse des résultats de ces politiques**

Après avoir vu les politiques prises par l'État dans le domaine de l'éducation, Analysons alors maintenant les résultats de ces politiques. Commençons par les résultats positifs et après les résultats négatifs nécessitant encore des efforts.

### **2.1. Les résultats positifs et les performances**

L'enseignement primaire, depuis la mise en œuvre du plan national EPT et des différentes mesures prises par le gouvernement visant à inciter l'accès en 2003, s'est beaucoup développé. Le niveau du taux net de scolarisation (TNS) s'est nettement amélioré.

Il est passé de 82,2% à 96,8% entre 2003 et 2004, soit 14,6 points en une année. Cette forte augmentation pourrait provenir, suite aux différentes mesures incitatives d'accès, des réinscriptions massives des jeunes enfants qui ont abandonné prématurément l'école.

Notons qu'en 2004, selon les résultats de l'enquête auprès de ménages, le niveau de ce taux était estimé à 85,6%. La différence constatée pourrait s'expliquer selon le MENRS par une combinaison des trois hypothèses : sous-estimation de la population scolarisable ; fausses déclarations d'âge des enfants scolarisés et non recensement des enfants scolarisés dans les écoles communautaires des zones enclavées.

#### ❖ Efficacité interne :

En matière d'efficacité interne, si des améliorations ont été enregistrées entre 2003-2004 et 2004- 2005, la situation semble plutôt stagner sinon régresser en 2006. La proportion de redoublants est passée de 18,3% en 2004-2005 à 19,7% en 2005-2006 et le taux d'achèvement du cycle primaire s'est stabilisé à 57%.<sup>38</sup> Pour 2006-2007, le taux d'achèvement et le pourcentage des redoublants connaissent une amélioration respectivement de 60% et 17,5%.

#### ❖ Indicateurs de Moyens et d'activité<sup>39</sup> :

En 2005, le gouvernement dans son plan national EPT s'est engagé à améliorer progressivement sa politique d'allocation des ressources humaines, financières et matérielles à l'enseignement primaire. Cette politique se traduit principalement à travers :

---

<sup>38</sup> MENRS, (2006), Rapport de suivi du plan national de l'EPT .

<sup>39</sup> MENRS, (2006), Rapport de suivi du plan national de l'EPT .

- L'augmentation graduelle du budget de fonctionnement destiné à la formation continue de tous les enseignants du primaire jusqu'à 10% de leur masse salariale annuelle et la formation initiale de 2000 élèves maîtres par an recrutés à partir des enseignants non fonctionnaires (FRAM) et leur recrutement ;
- L'amélioration progressive du ratio moyen d'élève par maître pour atteindre 40 en 2015. Dans le MAP, cet objectif de 40 est à atteindre dès 2012, ce qui est amené le MENRS, face aux diverses contraintes à choisir comme stratégie de renforcer sa politique de gestion (recrutement, subvention et formation) des enseignants non fonctionnaires ;
- L'amélioration progressive des dépenses pédagogiques et de fonctionnement par élève du public ;
- L'amélioration et l'augmentation des capacités d'accueil de l'enseignement primaire par la reconstruction d'au moins 2000 salles de classe par an.

## **2.2. Résultats négatifs et obstacles au développement du secteur éducation**

Malgré l'amélioration de l'accès à la scolarisation à Madagascar, les performances scolaires sont encore faibles : maintien des enfants à l'école et compétence à la sortie de l'école.

Ces offres éducatives ne correspondent pas aux besoins éducatifs : insuffisance de l'offre et offre qui ne sont adaptées ni aux cibles (déscolarisés, exclus, ...) ni au marché (débouchés) ni un contexte (programme et calendrier scolaire).

Faiblesse de capacités et d'engagement des acteurs locaux dans la gouvernance du système éducatif. Les capacités des structures et des acteurs d'éducation des adultes sont insuffisantes pour pouvoir apporter une contribution optimale dans la réduction de la pauvreté à Madagascar.

Au niveau du secteur privé, son niveau de participation à la scolarisation reste faible. Il est plus présent dans les grands centres urbains et secondaires que dans les milieux ruraux.

Notons toutefois qu'une tendance à la baisse de la proportion des nouvelles inscriptions en première année du privé a été observée les 10 dernières années. La scolarisation des filles, malgré l'existence de disparités inter et intra régionales, ne présente pas d'écart manifeste par rapport à celle des garçons. Entre 2001 et 2006, on a observé une stabilité, autour de 49%, de la proportion des filles scolarisées dans le primaire, une proportion très proche de celle de la population féminine de 6 à 10 ans.

Les problèmes constatés sont généralement problème de la communication et la diffusion d'information causés notamment par l'éloignement, l'inexistence des moyens de communication rapide comme téléphone, fax..., les courriers électroniques, les matériels roulants, la non électrification de certaines zones rurales. Problèmes d'infrastructure et de matériel didactique à tous niveaux d'enseignement de Madagascar.

## CHAPITRE 3 : Les apports de l'éducation au développement du pays

### Section 1 : Aperçu global du développement de Madagascar

#### 1.1. L'état du développement humain de Madagascar

De 2003 à 2008, l'IDH de Madagascar a connu une augmentation. Malgré une petite baisse en 2005, l'IDH est passé de 0,505<sup>40</sup> en 2003 de 0,571 en 2008. Une baisse en 2005 qui est causée par la baisse du taux d'alphabétisation et à la baisse du revenu en USD. Par contre, en 2011 et 2012, l'IDH est en dessous de la moyenne, soit un niveau respectif de 0,480 et de 0,483. Des niveaux qui classent Madagascar parmi les pays qui ont un faible développement humain. Un niveau faible qui est expliqué par un taux d'alphabétisation de 71,4% en 2011 contre 74,8% en 2008, une régression avec une valeur autour de 825,0 USD en 2011 et 2012 contre 1.450,7 USD en 2008. Cependant, l'espérance de vie à la naissance s'est améliorée en 2012.

**Tableau 7 : Composantes de l'IDH de 2003 à 2012**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2011	2012
<b>Espérance de vie</b>	53,8	54,2	54,7	55,2	55,7	56,2	66,7	66,9
<b>Taux de scolarisation (%)</b>	56,3	64,7	67,0	69,9	71,7	74,0	-	-
<b>Taux d'alphabétisation (%)</b>	73,1	73,1	59,6	74,1	74,4	74,8	71,4	-
<b>Revenu en USD (PPA constant en 2005)</b>	863,1	823,5	435,0	951,7	1225,8	1450,7	824,0	828,0
<b>IDH</b>	0,505	0,514	0,467	0,535	0,555	0,571	0,480	0,483

Sources : INSTAT, RMDH 2013/UNDP

<sup>40</sup> INSTAT, RMDH 2013/UNDP

Si on parle de l'alphabétisation, selon le RMDH<sup>41</sup> le taux d'alphabétisation des individus (15 ans et plus) a connu une baisse allant de 77,0% en 2009 à 71,4% en 2011. Une régression qui est essentiellement due par la restriction et à la suspension budgétaire du Programme d'Alphabétisation. D'après une estimation effectuée en 2012, 50% des Malgaches sont encore analphabètes alors que l'OMD<sup>42</sup> serait de ramener à 25% le taux d'analphabétisme national jusqu'en 2015. Pour cette même année, le nombre de la population de plus de 15 ans alphabétisée a été de 18.255 sur un objectif de 18.040.

## **1.2. L'état de la croissance économique de Madagascar**

Suite aux différentes crises, il y a appauvrissement général de la population causé par le ralentissement des activités économiques et à la montée de l'insécurité. De plus il y a la généralisation du phénomène de corruption, la violation des droits de l'Homme et la dégradation de la situation de la gouvernance. Les différentes crises qui ont frappées Madagascar ont pour conséquences immédiats l'arrêt ou le ralentissement des activités des services publics (les services sociaux tels que la santé et l'éducation), une forte perte d'emplois formels et le renchérissement du coût de la vie.

### ❖ Évolution des Indicateurs Macroéconomiques de 2010 à 2012

En 2010, un léger redressement a été constaté avec un taux de croissance positif de 0,4%. Cependant, la situation économique de Madagascar ne s'est pas complètement améliorée car les ressources extérieures nécessaires pour le financement d'une grande partie des investissements publics sont suspendues.

En 2011, le redressement de l'économie continua progressivement car le taux de croissance passait de 0,4% en 2010 à 1,0% en 2011. Une croissance qui est principalement favorisée par le développement du secteur secondaire (bonne tenue des branches des Industries alimentaires, boissons, corps gras, la relance des branches matériaux de construction et industrie métallique...).

---

<sup>41</sup> Rapport Mondial sur le Développement Humain

<sup>42</sup> Objectifs du Millénaire pour le Développement

❖ Le dynamisme du secteur secondaire<sup>43</sup> :

« Les industries extractives se sont distinguées avec une croissance estimée à 25,6% du PIB en 2012 contre respectivement 9,8% du PIB et 54,7% du PIB en 2011 et 2010. Ce résultat a été attribué, d'une part, à des productions stationnaires pour les plus anciennes, notamment par la société QMM S.A. à Taolagnaro, et d'autre part, à des essais de production positifs pour les nouvelles, en particulier par la société Ambatovy Minerals S.A à Moramanga et Toamasina ;

- Les activités de la branche énergie ont connu pour sa part un rebond de 6,1% en 2012 contre une croissance négative de -1,0% en 2011 et 7,5% en 2010, suite au réaménagement progressif des infrastructures nationales de production hydroélectrique et du développement de l'électrification rurale basée sur les énergies renouvelables dans certaines Régions ;

- Les branches agro-industries et les Zones Franches Industrielles (ZFI) ont repris progressivement leurs activités et ont affiché respectivement des taux de croissance de 1,2% et 4,8% en 2012 contre respectivement 0,3% et -0,8% en 2011».

Cette croissance a continué en 2012, une croissance qui est toujours favorisée par le secteur secondaire. En 2012, le taux de croissance était de 1,9%. De plus, le taux d'inflation a aussi diminué en 2012, notamment avec 6,2% en moyenne sur la période contre 9,5% en 2011. Une année qui est aussi marquée par la diminution de la corruption et par la reprise progressive de certains financements extérieurs.

## **Section 2 : La relation éducation et développement : analyse des résultats**

Cette section comprend une analyse de la contribution de l'éducation au développement de Madagascar. Cette section vérifie les fondements théoriques sur l'éducation. Comme il a été vu dans la première partie de notre mémoire, le développement a un caractère multidimensionnel. Il ne se limite pas seulement sur l'aspect économique mais englobe également d'autres aspects (social, politique...).

### **2.1. Éducation et niveau de revenu**

L'éducation a été définie comme un déterminant majeur de la croissance économique. Un niveau d'instruction plus élevé induit une amélioration des compétences et de la productivité de la main-d'œuvre, qui assurera avec plus d'efficacité une qualité supérieure des biens et des services, laquelle constituera à son

---

<sup>43</sup> Rapport de mise en œuvre des programmes - 2012

tour la base d'une croissance économique accélérée et d'une élévation du niveau de vie.

À travers l'analyse des revenus d'activités et de leurs évolutions, il est possible d'apprécier le niveau de tension sur le marché du travail, les conditions d'activités, et la productivité effective de la main-d'œuvre.

À Madagascar, le niveau des revenus salariaux annuels moyen est estimé à 1813000Ar (INSTAT/ENSOMD 2012-2013). Pour un individu qui exerce un emploi salarial, ce revenu se traduit à l'équivalent de 151 000 Ar par mois. Comparés aux résultats de l'EPM 2010, ces chiffres ont connu une augmentation, avec un rythme annuel moyen de 14,2 % en nominal<sup>44</sup>, lors des deux dernières années.

Les actifs occupés sont mieux rémunérés en milieu urbain qu'en milieu rural. En milieu urbain, le salaire annuel moyen est de 2 197000 Ar, tandis qu'en milieu rural, il est de 1 541 000 Ar. Les salariés les plus mal lotis se trouvent dans l'agriculture où les revenus salariaux moyens sont de 910 000 Ar par an.

Les branches privées non agricoles occupent une place intermédiaire dans la hiérarchie, avec un salaire annuel moyen variant entre 1 387 000 Ar. dans l'industrie textile et 1 875 000 Ar dans le BTP.

Enfin, les employés de l'administration font partie des privilégiés, avec un revenu annuel supérieur à 2 889 000 Ar (INSTAT/ENSOMD 2012-2013). Il est constaté que le salaire est en fonction croissante avec le diplôme.

L'échelle des salaires est de 1 à 3 entre les non scolarisés et les diplômés de l'enseignement supérieur. Ainsi, les salaires annuels varient de 1 217 000 Ar., pour ceux qui n'ont pas été à l'école, à 3816 000 Ar. pour ceux qui ont fréquenté l'université, en passant par 1 360 000 Ar pour les salariés ayant achevé le niveau primaire et 1 948 000 Ar. pour les salariés ayant achevé le premier cycle de niveau secondaire.

Le salaire moyen des femmes est inférieur à celui des hommes. Les femmes doivent se contenter de 1 462 000 Ar, soit 72 % de ce que les hommes touchent, soit 2 025 000 Ar. Le rapport était de 84 % en 2010. Cette faiblesse du salaire féminin est significative quels que soient la branche, le niveau de qualification, et le statut considérés. Les revenus, les salaires et le PIB par habitant sont de mesure de développement. On peut expliquer le développement par le revenu

---

<sup>44</sup> 1 En termes réels, entre ces deux années, le revenu mensuel moyen a connu une augmentation de 11,8%.

reçu par le chef de ménage par mois. La grande majorité de population active de Madagascar vive dans le milieu rural et en termes de niveau d'instruction, beaucoup sont non instruit et de niveau primaire. Le salaire est le faible et insuffisance pour satisfaire les besoins vitaux et fondamentaux. On constate donc qu'il y a une relation profonde entre niveau d'instruction et revenu, plus clairement entre l'éducation et développement.

Le tableau suivant illustre la relation entre le niveau de revenu des agents en fonction du niveau d'instruction par sexe.

**Tableau 8 : Revenus salariaux annuels moyens, selon le genre et selon le niveau d'instruction** (Unité : millier d'Ariary)

Niveau d'instruction	Homme	Femme	Total
Sans instruction	1 389	918	1 217
Primaire incomplet	1 179	1 179	1 002
Primaire complet	1 590	935	1 360
Secondaire 1 <sup>er</sup> cycle incomplet	1 704	1 102	1 488
Secondaire 1 <sup>er</sup> cycle complet	2 164	1 584	1 948
Secondaire 2 <sup>ème</sup> cycle incomplet	2 283	1 551	2 022
Secondaire 2 <sup>ème</sup> cycle complet	2 956	2 089	2 570
Supérieur	3 971	3 561	3 816
Total	2 025	1 462	1 813

Source : INSTAT/ENSOMD 2012-2013

## 2.2. Éducation et développement « humain »

Le concept de développement humain se présente et se mesure sur le plan opérationnel par le biais de l'indicateur de développement humain ou IDH. L'IDH est calculé à partir des 4 variables suivants (RNDH, 2010) : l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation des adultes, le taux de scolarisation, le produit intérieur brut par habitant.

Cet indicateur prend donc en compte les dimensions quantitatives de la santé, de l'éducation et des revenus suffisants pour une vie décente, c'est-à-dire, il s'agit d'une mesure des aptitudes ou des capacités humaines à vivre longtemps et en bonne santé, à communiquer, à participer à la vie de la communauté et à disposer de ressources suffisantes pour s'assurer une vie convenable. Mais ce que nous intéresse ici, c'est la relation entre IDH et le taux de scolarisation. Dans le calcul d'Indicateur de Développement Humain à Madagascar, l'indicateur de l'éducation contribue le plus. Par exemple 0,717 en 2005 et les deux autres indicateurs 0,495 et 0,368 respectivement pour l'indicateur d'espérance de vie et indicateur de revenu (RNDH, 2006)

**Tableau 9 : Évolution de la population, nombres d'admis au baccalauréat et l'IDH de Madagascar entre 2003-2013**

Année	Nombre d'admis au baccalauréat	Population total	IDH
2003	19 087	17 735 000	0,505
2004	16 971	18 392 150	0,514
2005	25 049	18 846 000	0,527
2006	25 114	19 557 000	0,535
2007	26 786	20 252 000	0,555
2008	33 524	20 994 000	0,571
2009	35 026	21 763 000	0,483
2010	46 286	22 561 000	0,481
2011	52 860	23 395 700	0,48
2012	57 080	24 261 400	0,483
2013	60 820	25 159 070	0,483

Source : Annuaire statistique 2012-2013 du MESUPRES,,INSTAT/ENSOMD 2012-2013, RNDH 2003-2013

Ce tableau montre que Madagascar est parmi les pays à faible développement humain pendant 2003-2013. Par contre, pendant 2002-2008 l'indice de développement humain s'améliore puisque le pays a de développement humain moyen. Cette situation s'explique par la hausse de la croissance économique de 9.9% en 2003 du fait de la sortie de crise politique à ce moment-là. Ensuite, l'analyse se concentre sur le taux de scolarisation. Ce taux a tendance à augmenter pendant les années 2006 à 2008 puisque l'État a fait beaucoup d'investissement dans le domaine

de l'éducation pour atteindre l'OMD jusqu'en 2015 mais cet effort a échoué à cause de la persistance de la crise politique de 2009.

Dès l'année 2009, l'IDH est chuté à 0,1 point. La crise a un impact négatif au développement économique du pays.

### **2.3. Éducation et développement rural**

Une baisse de la production agricole (production de paddy) a été constatée en 2012. Plusieurs raisons expliquent cette diminution (le passage des cyclones, la grêle, la sécheresse...). Cependant, compte tenu de difficultés rencontrées, plusieurs acteurs ont contribué au développement du monde rural. Les résultats obtenus durant l'année 2012 sont essentiellement obtenus par les efforts fournis par différents intervenants comme l'État, le secteur privé et les paysans en partenariat avec les autres acteurs du développement rural. Plusieurs progrès ont été constatés notamment l'amélioration de capacité des techniciens et partenaires (128 acteurs de développement ont bénéficié de renforcement de capacité en matière d'agro-business) et aussi la formation des paysans. Plus précisément, 9.500 Organisations Paysannes ont été encadrées grâce aux différents projets de développement rural.

Dans le domaine de l'élevage, par rapport à 2011, on a constaté une augmentation de têtes de cheptel bovin. Cette augmentation de têtes de cheptel bovin est due en premier lieu par l'amélioration génétique (pratique de la race métisse, insémination artificielle<sup>45</sup> des vaches laitières, La modernisation du Laboratoire d'Insémination Artificielle dans la Région Analamanga...).

En second lieu, cet accroissement est aussi dû par l'amélioration de l'alimentation bovine. Troisièmement, la professionnalisation des producteurs a joué un rôle primordial non seulement dans le domaine de l'élevage des bovidés mais également dans le domaine de l'élevage en général (Amélioration des capacités des acteurs de l'élevage et autorités dans plusieurs régions, distribution de plusieurs guides de bonnes pratiques apicoles sur les normes aux apiculteurs de la Région de Vatovavy Fitovinany...).

L'éducation et la formation des paysans ont joué un rôle important dans le développement du monde rural. Mais les résultats obtenus ne sont pas significatifs.

---

<sup>45</sup> Technique permettant la reproduction en dehors de tout rapport sexuel

## CONCLUSION

L'éducation constitue un enjeu majeur pour tout programme de développement. Ainsi, l'objectif de notre mémoire est de vérifier si l'éducation contribue vraiment au développement. Une approche théorique et empirique a été réalisée pour apporter une réponse à cette question. Il a été démontré que le terme « développement » est multidimensionnel. Ce terme peut être traité sous différents aspects et il a été montré que le développement englobe non seulement l'aspect économique mais aussi l'aspect social et politique. Dans la partie théorique, le caractère multidimensionnel du développement nous a permis de vérifier que l'éducation n'agit pas seulement sur le développement du point de vue économique mais aussi sur le plan socioculturel et politique.

Au-delà des théories, une analyse du système éducatif malgache et du développement de Madagascar a été effectuée. Ces analyses nous ont permis de vérifier les fondements théoriques.

Pour le cas de Madagascar en 2012, malgré l'augmentation du taux de scolarisation dans presque tous les niveaux d'enseignements, il a été constaté que le système éducatif est en mauvaise posture. Les problèmes constatés dans tous les niveaux ont les mêmes caractéristiques (mauvaise qualité de l'éducation, insuffisance d'infrastructures, d'équipements et de mobilier scolaire, non gratuité des frais scolaires dans les écoles publiques...).

Une étude du développement de Madagascar a été effectuée pour mieux appréhender l'impact de l'éducation sur ce développement. La croissance économique du pays s'est redressée petit à petit après la crise de 2009. Une croissance qui a été favorisée par le dynamisme du secteur secondaire qui à son tour réalisé grâce à des recherches et innovations. On peut confirmer que la théorie néo-schumpétérienne est vérifiée entre autre celle de Aghion et Howitt et Schumpeter.

Cependant, pour le cas de Madagascar, la majorité des théories qui ont été développés dans la première partie sont vérifiées. Mais la vérification se réalise dans le sens inverse. En effet, la faible qualité du capital humain malgache ne favorise pas la croissance économique. Selon Nelson et Phelps, quand les employés sont cultivés alors ils peuvent s'occuper des nouvelles machines ou des machines innovées et donc de favoriser la croissance. De plus, la qualité du capital humain malgache n'attire pas

les IDE car la population malgache n'exerce généralement que trois types de travail : l'administration publique, les services privés et le commerce.

Bref, on peut donc affirmer que l'éducation contribue vraiment au développement. Le développement de Madagascar pourrait donc décoller en prenant comme moteur l'éducation. Mais il a été vu que pour le moment l'état du système éducatif malgache ne favorise pas ce développement.

En somme, l'éducation a faiblement contribué au développement de Madagascar. L'éducation ne peut donc exercer un impact concret et qualitatif sur les niveaux de croissance et de développement en l'absence à la fois de sa généralisation et de l'amélioration, adéquation et orientation de son contenu vers les besoins réels du marché du travail et des activités économiques rentables.

## Références bibliographiques :

### Ouvrages et manuels :

- AMIN S., (1986), « *La déconnexion* », Ed : La découverte/Maspero.
- Becker G. S, (1964), « *Human Capital* », Columbia University press, for the National Bureau of Economic Research New York.
- Cudeville E. & Poncet S., (2011), « *Les théories du développement* », De Boeck.
- Deubeli P., (2008), « *Analyse économique et historique des sociétés contemporaines* », Pearson éducation France.
- GAL Roger, (1994), « *Les sciences de l'éducation* », Harmattan, Paris.
- GRAVOT P., (1993), « *L'économie de l'éducation* », Economica Paris : le développement à l'œuvre.
- HARBISON F., (1963), « *Ressources humaines et développement* », Menlo Park, California,.
- JOLLY R., (1996), « *Le développement à visage humain* », Clarendon Press, Oxford.
- LEWIS W. A. (1979), « *La planification du développement* », Payot, Paris.
- MALTHUS, (1820), « *Principles of political Economy* », Londres.
- MINCER J., « *Schooling Experience and Learning* », Columbia University Press, Nex York.
- MONTOUSSE Marc-CHAMBLAY Dominique, (1998), « *100 fiches pour comprendre les sciences économiques* », Bréal.
- NURKSE R., (1953), « *Problems of capital formation in underdeveloped countries* », Oxford University Press.
- PAGE A. « *L'économie de l'éducation* », Presse universitaire de France, Boulevard St-Germain, Paris.
- PERROUX François, (1981), « *Pour une philosophie du nouveau développement* », Paris, Aubier : Presses de l'UNESCO.
- PHILLIPS H .M. « *L'enseignement considéré comme une des bases du développement économique* », conférence d'États Africains, Addis-Abeba. UNESCO.

- ROSTOW Walt Whitman, (1916), « *Les étapes de la croissance économique* », Edition du seuil, Collection points essais.
- SCHULTZ T., (1959), « *Invest in human capital: an economist's view* », The social service view XXII.
- SMITH A., (1949), « *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* », Edition Flammarion, Traduction française.
- VAIZEY John, (1964), « *Économie de l'éducation* », Les éditions ouvrières, Paris.

Articles :

- Aghion P. & Howitt P., (1992), « A model of Growth through Creative Destruction ». *Econometrica* , pp323-351.
- HOWITT Peter, (2004), « Croissance endogène, productivité et politique économique : rapport de situation », Observatoire de la productivité n°8
- Nelson, R. R., and E. S. Phelps, (1966), “Investment in Humans, Technological Diffusion and Economic Growth” *in the American Economic Review*, Vol. 2, pp. 69-75.
- RAMIARISON H.A., (2002), « Le rôle des conditions initiales dans la croissance économique rapide de l'après-guerre en Asie de l'Est : le cas de la Corée du Sud », *in région et développement*, n° 15-2002, pp. 6-24.

Rapports et autres publications :

- Banque Mondiale (2008), Rapport sur le développement dans le monde.
- MEN, (2006), Rapport national sur le développement de l'éducation à Madagascar.
- MEN, (2008), Rapport national sur le développement de l'éducation à Madagascar.
- OCDE (2008), Regard sur l'éducation.
- Rapport du PNUD sur le développement humain 2003, 2015.
- Rapport de l'INSTAT sur l'OMD 2012-2013.
- Rapport de l'INSTAT, EPM 2002-EPM 2012.
- Rapport financier du MEN, 2012.
- Annuaire statistique 2012-2013 de MESUPRES

Webographie :

- [http:// www.instat.mg](http://www.instat.mg), visite du site le 01/10/2016
- [http:// www.revue.org](http://www.revue.org), visite du site le 12/10/2016
- [http:// www.oecd.org](http://www.oecd.org), visite du site le 25/11/2016

# Table des matières

REMERCIEMENTS.....	I
SOMMAIRE.....	II
SIGLES ET ACRONYMES .....	III
LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES .....	V
INTRODUCTION .....	1
PARTIE I: CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTS SUR L'ÉDUCATION ET LA RELATION ÉDUCATION-DÉVELOPPEMENT	
Chapitre 1 : L'éducation : État des lieux .....	3
Section 1 : Les diverses approches de l'éducation.....	3
1.1. Courant libéral .....	3
1.2. Courant marxiste.....	4
Section 2 : Les différentes formes d'éducation : .....	4
2.1. L'éducation formelle : .....	5
2.2. L'éducation informelle : .....	5
Section 3 : L'économie de l'éducation.....	6
3.1. La demande individuelle d'éducation :.....	6
3.2. L'offre d'éducation : .....	7
Chapitre 2 : Approche théorique du développement .....	9
Section 1: Le concept du développement .....	9
Section 2: Les théories traditionnelles du développement : le changement économique .....	10
2.1. Les étapes de la croissance de ROSTOW :.....	10
2.2. La théorie du changement structurel :.....	11
2.3. La théorie de la dépendance :.....	13
Section 3 : Les approches contemporaines du développement.....	14
3.1. Indice de développement : .....	14

Chapitre 3 : La relation entre éducation, croissance économique et développement ..	16
Section 1 : La relation éducation-croissance dans la pensée économique classique	16
1.1. L'approche d'Adam Smith de la relation éducation croissance :	16
1.2. David Ricardo, Malthus et l'éducation :	17
Section 2 : La théorie du capital humain :	18
2.1. Origine du concept « capital humain » :	18
2.2. Définition du capital humain :	18
2.3. L'apport de la théorie du capital humain sur la croissance économique et le développement :	19
Section 3 : Les théories de la croissance endogène :	22
3.1. Le modèle de LUCAS : La théorie d'accumulation du capital humain.....	23
3.2. Le modèle de ROMER : Le savoir comme produit des activités de recherche .....	23
3.3. La théorie néo-schumpétérienne de la croissance endogène : le modèle Aghion et Howitt.....	24

## PARTIE 2: ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT: CAS DE MADAGASCAR

CHAPITRE 1 : Les réalités de l'éducation de Madagascar.....	25
Section 1 : Le système éducatif malgache .....	25
1.1. L'éducation préscolaire .....	25
1.2. L'éducation fondamentale .....	25
Section 2 : Les dépenses publiques en matière d'éducation .....	27
2.1. La part de l'éducation dans le PIB de Madagascar.....	27
2.2. Évolution de la structure des dépenses publiques d'éducation.....	29
Section 3- Problèmes de l'éducation à Madagascar .....	31
3.1. Le coût de l'éducation élevé par rapport au niveau de vie de la population.	31
3.2. Programme d'enseignement inadapté aux besoins du marché du travail .....	31
3.3. L'enseignement et la pauvreté .....	32

CHAPITRE 2 : Analyse des politiques éducatives mises en œuvre par l'État malgache	35
.....	35
Section 1 : Les politiques mises en œuvre par l'État malgache.....	35
1.1. Cadre de la politique éducative à Madagascar.....	35
2.2. Le plan national d'EPT .....	37
2.3. L'engagement n°3 du MAP .....	37
2.4. Le PND : L'axe 4 des grandes orientations stratégiques du développement	38
Section 2 : Analyse des résultats de ces politiques .....	40
2.1. Les résultats positifs et les performances.....	40
2.2. Résultats négatifs et obstacles au développement du secteur éducation.....	41
CHAPITRE 3 : Les apports de l'éducation au développement du pays .....	43
Section 1 : Aperçu global du développement de Madagascar .....	43
1.1. L'état du développement humain de Madagascar .....	43
1.2. L'état de la croissance économique de Madagascar .....	44
Section 2 : La relation éducation et développement : analyse des résultats .....	45
2.1. Éducation et niveau de revenu .....	45
2.2. Éducation et développement « humain » .....	47
2.3. Éducation et développement rural .....	49
CONCLUSION.....	50
Références bibliographiques :.....	VI

**Auteur :** ANDRIMILISOA Miarintsoa Joséa

**Titre :** Éducation et développement

**Nombre de pages :** 51

**Tableaux :** 9

**Figures :** 1

**Annexes :** 0

**Contact :** miarintsoamj@gmail.com

**Adresse de l'auteur :** Lot IVA 8 Arivonimamo 112

## **RÉSUMÉ**

Ce mémoire intitulé « Éducation et développement » et qui a pour problématique : « Dans quelles mesures l'éducation contribue-t-elle au développement d'un pays ? » présente une étude sur l'importance de l'éducation pour la croissance économique et le développement. L'objectif est de vérifier si l'éducation contribue vraiment au développement. En se basant sur des différentes théories, nous pouvons constater que l'éducation constitue un facteur important dans la formation et qualification du capital humain, qui à son tour favorise le développement par effet d'entraînement. Et par une analyse du cas de Madagascar, les théories sont vérifiées mais dans un sens inverse puisque le pays présente encore beaucoup de problèmes et obstacles dans le secteur de l'éducation.

**Mots-clés :** éducation, croissance économique, développement, capital humain, pauvreté, Madagascar.

**Encadreur :** Docteur RANDRIAMANAMPISOA Holimalala